



Rapport du deuxième trimestre 2026

RAPPORT FINANCIER POUR LE TRIMESTRE
CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2025

CAE



Communiqué

CAE publie ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2026

• Produits des activités ordinaires de 1 236,6 millions \$, par rapport à 1 136,6 millions \$ pour l'exercice précédent • Résultat par action (RPA) de 0,23 \$, par rapport à 0,16 \$ pour l'exercice précédent • RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,23 \$, par rapport à 0,24 \$ pour l'exercice précédent • Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles de 214,0 millions \$ par rapport à 162,1 millions \$ pour l'exercice précédent • Flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ de 201,0 millions \$ par rapport à 140,0 millions \$ pour l'exercice précédent • Perspectives pour l'exercice 2026 revues dans le secteur Civil et confirmées dans le secteur Défense • Changements organisationnels annoncés dans le cadre du plan de transformation

Montréal (Canada), le 11 novembre 2025 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE inc. (« CAE » ou la « Société ») annonce aujourd'hui ses résultats financiers du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2025, ainsi que des changements organisationnels dans le cadre de son plan de transformation.

« Au cours des premiers mois de mon mandat en tant que chef de la direction, j'ai pu mieux apprécier le travail exceptionnel des employés de CAE, notre pertinence auprès de nos clients, notre technologie de pointe ainsi que notre position de chef de file sur le marché », a déclaré Matthew Bromberg, président et chef de la direction de CAE. « Ces facteurs nous ont permis de générer une croissance exceptionnelle, et je vois une opportunité de croissance continue significative. Cependant, il faut maintenant équilibrer la croissance et l'efficacité opérationnelle et des actifs. C'est pour cette raison que nous avons lancé un plan de transformation visant à optimiser notre catalogue, à renforcer notre rigueur financière et à rehausser notre rendement, qui comprend la concentration de nos efforts sur la transformation de coûts. Ces trois priorités guideront notre mode de fonctionnement, nos investissements et notre création de valeur à long terme. »

« Grâce aux investissements générationnels prévus dans le domaine de la défense aux États-Unis, au Canada et en Europe, à une forte demande structurelle et à un carnet de commandes record dans le domaine de l'aviation civile, CAE est en excellente position pour générer des rendements plus élevés, des flux de trésorerie plus importants et une valeur durable pour ses actionnaires. »

« Dans l'ensemble, les secteurs Civil et Défense ont enregistré des résultats conformes aux prévisions pour le trimestre, et nous continuons à nous concentrer sur une exécution rigoureuse tout en poursuivant la transformation qui définira notre avenir. »

Structure organisationnelle rationalisée

Dans un premier temps, CAE a annoncé des changements organisationnels visant à simplifier sa structure et à renforcer son exécution.

Nick Leontidis prendra sa retraite à la fin de l'année civile et occupera ensuite le poste de conseiller spécial auprès du chef de la direction. Le poste de chef de l'exploitation sera aboli, ce qui permet d'éliminer un niveau hiérarchique et de faire passer CAE à un modèle opérationnel rationalisé et axé sur les activités, organisé autour de la recherche de l'excellence dans la prestation des produits et des services.

La direction a également été rationalisée avec la nomination d'Alexandre Prévost au poste de président, Aviation civile. La décision de regrouper la formation dans les domaines de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires vise à accélérer la transformation et à améliorer l'utilisation et l'efficacité à l'échelle mondiale. Cette initiative permet également de créer une organisation unique et intégrée de services de formation en aviation civile, conçue pour améliorer l'expérience client et favoriser l'excellence opérationnelle. M. Prévost, qui œuvre au sein de CAE depuis maintenant 17 ans, était jusqu'à tout récemment président de division, Formation pour l'aviation d'affaires. Il a auparavant dirigé le groupe Formation pour l'aviation commerciale dans la région Asie-Pacifique, et compte une grande expérience en matière d'exploitation.

Dans le secteur Défense, CAE a pris des mesures similaires pour simplifier et harmoniser l'organisation, en consolidant les organisations de la défense pour les faire passer de trois à deux. Merrill Stoddard continuera à diriger le secteur Défense de CAE aux États-Unis, alors que France Hébert sera responsable des régions Canada et International au sein du secteur Défense de CAE. Ces changements visent à recentrer nos activités et à améliorer la coordination à l'échelle du secteur Défense.

Dans le cadre de sa transformation, CAE a également créé un nouveau poste, celui de vice-président principal, Exploitation, afin d'améliorer la cohérence, l'efficacité et le rendement de son organisation de produits et de favoriser une plus grande synergie entre les secteurs Civil et Défense. Juan Araujo, qui se joindra à CAE et assumera ce rôle en janvier, compte plus de 25 ans d'expérience à l'international dans les domaines aéronautique et industriel, avec une feuille de route éprouvée dans la promotion de l'excellence opérationnelle au sein d'entreprises mondiales complexes. À ce titre, M. Araujo supervisera l'intégration de plusieurs domaines fonctionnels auparavant dispersés au sein d'une seule et même équipe chargée des produits de bout en bout, renforçant ainsi l'exécution, l'imputabilité, la qualité, les coûts et la rapidité de mise en marché.

Il s'agit là de premières étapes importantes vers un CAE simplifié et plus agile, aligné sur la création de valeur durable.

Résultats consolidés

Au deuxième trimestre de l'exercice 2026, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 236,6 millions \$, comparativement à 1 136,6 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le RPA s'est chiffré à 0,23 \$ au deuxième trimestre, comparativement à 0,16 \$ pour l'exercice précédent. Le RPA ajusté a totalisé 0,23 \$ au deuxième trimestre, comparativement à 0,24 \$ pour l'exercice précédent.

Pour le trimestre, le résultat opérationnel s'est établi à 155,3 millions \$ (12,6 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), comparativement à 118,1 millions \$ (10,4 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent, qui tenait alors compte de coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 30,9 millions \$. Au deuxième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 155,3 millions \$ (12,6 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), par rapport à 149,0 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Sommaire des résultats consolidés

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T2-2026	T2-2025	Variation en %
Produits des activités ordinaires	1 236,6 \$	1 136,6 \$	9 %
Résultat opérationnel	155,3 \$	118,1 \$	31 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ⁽¹⁾	155,3 \$	149,0 \$	4 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires⁽¹⁾</i>	12,6 %	13,1 %	
Résultat net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Société	73,9 \$	52,5 \$	41 %
Résultat par action (RPA)	0,23 \$	0,16 \$	44 %
RPA ajusté ⁽¹⁾	0,23 \$	0,24 \$	(4) %
Prises de commandes ajustées ⁽¹⁾	1 148,6 \$	2 955,3 \$	(61) %
Carnet de commandes ajusté ⁽¹⁾	19 637,1 \$	18 041,2 \$	9 %

¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Aviation civile (Civil)

Au deuxième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 670,0 millions \$, par rapport à 640,7 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 108,7 millions \$ (16,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 94,7 millions \$ (14,8 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 108,7 millions \$ (16,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 115,9 millions \$ (18,1 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré 12 simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation de ses centres de formation s'est établi à 64 %.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 592,8 millions \$ pour une série d'ententes de formation à long terme dans les domaines de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires, dont des contrats visant la vente de 7 FFS.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽¹⁾ du secteur Civil s'est établi à 0,88 pour le trimestre et à 1,22 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil s'établissait à 8,5 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Aviation civile

<i>(montants en millions)</i>	T2-2026	T2-2025	Variation en %
Produits des activités ordinaires	670,0 \$	640,7 \$	5 %
Résultat opérationnel	108,7 \$	94,7 \$	15 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	108,7 \$	115,9 \$	(6) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	16,2 %	18,1 %	
Prises de commandes ajustées	592,8 \$	693,3 \$	(14) %
Carnet de commandes ajusté	8 477,1 \$	6 663,1 \$	27 %

Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	297	276	8 %
FFS dans le réseau de CAE	369	355	4 %
FFS livrés	12	18	(33) %
Taux d'utilisation	64 %	70 %	(9) %

Défense et Sécurité (Défense)

Au deuxième trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 566,6 millions \$, par rapport à 495,9 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 46,6 millions \$ (8,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 23,4 millions \$ (4,7 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est également fixé à 46,6 millions \$ (8,2 % des produits des activités ordinaires), comparativement à 33,1 millions \$ (6,7 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Le secteur Défense a obtenu ce trimestre des commandes d'une valeur de 555,8 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 0,98. Ce ratio s'est établi à 1,19 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les contrats non financés obtenus et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 11,2 milliards \$ à la fin du trimestre. Notamment, le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense dans son ensemble continue de refléter la demande vigoureuse, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 6,1 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Sommaire des résultats – Défense et Sécurité

<i>(montants en millions)</i>	T2-2026	T2-2025	Variation en %
Produits des activités ordinaires	566,6 \$	495,9 \$	14 %
Résultat opérationnel	46,6 \$	23,4 \$	99 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	46,6 \$	33,1 \$	41 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	8,2 %	6,7 %	
Prises de commandes ajustées	555,8 \$	2 262,0 \$	(75) %
Carnet de commandes ajusté	11 160,0 \$	11 378,1 \$	(2) %

Autres points saillants financiers

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 56,9 millions \$, en hausse par rapport à 54,6 millions \$ au trimestre précédent et à 52,9 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La hausse d'un exercice à l'autre est essentiellement imputable aux charges financières additionnelles liées aux emprunts pour le financement de la transaction visant SIMCOM au troisième trimestre de l'exercice précédent ainsi qu'à l'augmentation des charges financières sur les obligations locatives en soutien aux expansions du réseau de formation. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des charges financières sur la dette à long terme du fait de la diminution du niveau des emprunts au cours de la période, qui s'inscrit dans notre démarche de désendettement continu.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 22,3 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 23 %, par rapport à 16 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté⁽¹⁾, qui s'entend du taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté, s'est établi à 23 % pour le trimestre, comparativement à 18 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition effectif ajusté s'explique en grande partie par la composition des revenus provenant de différents territoires.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles se sont établies à 214,0 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 162,1 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ se sont fixés à 201,0 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 140,0 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation de 44 % s'explique essentiellement par l'augmentation du résultat net ajusté pour tenir compte des éléments hors trésorerie et par la hausse des dividendes reçus des participations mises en équivalence.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹⁾ ont totalisé 87,6 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁾ était de 3 186,5 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ était de 2,66. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 236,1 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 2,75.

Le rendement du capital utilisé ajusté⁽¹⁾ s'est établi à 6,8 % pour le trimestre, comparativement à 7,0 % au trimestre précédent et à 5,5 % au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, CAE a racheté et annulé un total de 61 900 actions ordinaires aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités à un prix moyen pondéré de 36,76 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie totale de 2,3 millions \$.

¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Perspectives de la direction

Civil

Les activités du secteur Civil de CAE demeurent soutenues par des facteurs fondamentaux solides et durables dans un marché de solutions de formation pour l'aviation civile promis à une croissance à long terme. Le secteur est soutenu par les exigences réglementaires mondiales qui imposent une formation récurrente – généralement tous les six mois – aux pilotes et aux membres d'équipage pour qu'ils conservent leurs certifications sur chaque type d'appareil. Ce rythme réglementaire intégré procure une demande de base stable et récurrente, rendant le secteur Civil intrinsèquement moins cyclique.

La croissance supplémentaire découle du besoin continu de former de nouveaux pilotes du fait de l'expansion des parcs d'appareils et des départs à la retraite, ainsi que de la formation de transition pour les pilotes existants qui passent d'une plateforme d'aéronef à une autre. La formation dans le domaine de l'aviation d'affaires, qui représente environ la moitié de la rentabilité du secteur Civil, continue de bénéficier d'une demande stable, soutenue par une activité aérienne record.

Au cours du premier semestre de l'exercice, le secteur Civil a enregistré un ralentissement inhabituel des prises de commandes, avec la vente de 12 FFS au total et un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 0,86. Bien que CAE conserve sa part de marché dominante, le premier semestre a été marqué par une baisse des embauches de pilotes de ligne pour l'aviation commerciale, qui ont diminué d'environ 40 % par rapport à l'exercice précédent aux États-Unis et d'environ 70 % par rapport au pic atteint en 2022. CAE considère que cette baisse est temporaire et repose essentiellement sur l'incertitude macroéconomique qui a pesé sur la période estivale. L'embauche des pilotes a traversé un creux et la reprise est amorcée, comme en témoignent les compagnies aériennes américaines qui ont recommencé à embaucher des pilotes.

Pour l'exercice considéré, CAE continue de s'attendre à un second semestre plus vigoureux, ce qui concorde avec le caractère saisonnier habituel de ses activités et son profil de livraison de FFS. Toutefois, compte tenu du rythme ralenti de la reprise, le résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Civil devrait être généralement similaire à celui de l'exercice précédent, avec une marge du résultat opérationnel sectoriel ajusté de l'ordre de 20 % pour l'exercice.

L'aviation commerciale est encore fortement touchée par la disponibilité de nouveaux appareils, les immobilisations au sol d'appareils et l'embauche de pilotes. Malgré cette dynamique à court terme, la demande devrait se renforcer à long terme à mesure que les taux de production et de livraison s'accroissent, que les appareils immobilisés reprennent du service et que les départs à la retraite de pilotes se poursuivent. Les fabricants d'équipement d'origine continuent de gérer des carnets de commandes records. Collectivement, ces facteurs renforcent la trajectoire à long terme de la demande de formation du secteur Civil. Les avantages de la reprise sous-jacente du marché devraient être plus prononcés à partir de l'exercice 2027.

Défense

La direction est d'avis que CAE est extrêmement bien placée pour connaître une croissance à long terme et accroître sa rentabilité dans le secteur Défense, grâce à un carnet de commandes ajusté de plus de 11,0 milliards \$ et à un cycle haussier prolongé découlant de l'augmentation des budgets de défense dans les pays de l'OTAN et les pays alliés, dont bon nombre ciblent maintenant des dépenses de près de 5 % de leur PIB.

Au Canada, le gouvernement fédéral a récemment annoncé que le pays atteindrait l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'OTAN pour les dépenses en défense pendant l'exercice considéré, et ce, bien en avance sur la date prévue, et a créé l'Agence de l'investissement pour la défense afin d'accélérer la modernisation et le développement des capacités industrielles. Le Canada vise également à consacrer 5 % de son PIB aux dépenses de défense d'ici 2035, ce qui représente une occasion d'investissement générationnelle. Ces faits nouveaux ouvrent des perspectives importantes pour CAE, qui peut ainsi devenir un moteur international dans le domaine de la défense basé au Canada, en tirant parti de sa technologie, de son expertise et de son réseau mondial pour offrir une plus grande valeur ajoutée à ses clients et à ses actionnaires. La flambée des tensions géopolitiques, les impératifs de modernisation et la pénurie mondiale de personnel en uniforme alimentent la demande soutenue pour les solutions de formation et de simulation de CAE, les forces armées comptant de plus en plus sur la Société pour maintenir leur état de préparation et l'efficacité de leurs missions.

Pour le secteur Défense, la direction maintient ses perspectives d'une croissance annuelle du résultat opérationnel sectoriel ajusté se situant dans la fourchette inférieure du pourcentage à deux chiffres et d'une marge du résultat opérationnel sectoriel ajusté de l'ordre de 8 % à 8,5 % pour l'exercice 2026.

Dépenses d'investissement en immobilisations

La direction s'attend maintenant à ce que ses dépenses d'investissement en immobilisations totales enregistrent une diminution d'environ 10 % par rapport à celles de l'exercice 2025. Cette baisse est principalement imputable à une réduction d'environ 25 % des dépenses d'investissement en immobilisations du secteur Civil, qui reflète le ralentissement de la reprise de la demande à court terme. Une part importante des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice considéré est consacrée à l'exécution d'un important contrat de défense aux États-Unis, le reste étant axé sur des investissements dans la croissance interne en matière de déploiement de simulateurs dans le réseau mondial de centres de formation civile de CAE en vertu de contrats pluriannuels avec des clients.

Autres perspectives financières

La direction maintient ses perspectives pour l'ensemble de l'exercice 2026 en ce qui a trait aux flux de trésorerie disponibles, aux charges financières, à la charge d'impôt et aux priorités en matière d'affectation du capital, y compris le désendettement et le rendement pour les actionnaires.

Mise en garde concernant les perspectives

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2026 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2025 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Veuillez consulter les sections intitulées « *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* », « *Hypothèses importantes* » et « *Risques importants* », plus loin.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, qui sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov), pour obtenir une analyse plus détaillée de nos résultats sectoriels. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T2 de l'exercice 2026

Calin Rovinescu, président exécutif du conseil; Matthew Bromberg, président et chef de la direction; Nick Leontidis, chef de l'exploitation; Constantino Malatesta, chef de la direction financière par intérim; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats demain à 8 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-800-990-2777 (n° d'identification de la conférence : 92863). Une diffusion audio en direct sera accessible sur le site Web de CAE à www.cae.com.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions de développement durable, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, notre capacité à retirer les anciens contrats comme prévu et à gérer et atténuer les risques qui y sont associés, l'incidence du retrait des anciens contrats ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou au rendement futur et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquels pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 11 novembre 2025 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. L'information et les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont expressément visés par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent communiqué. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas s'y fier indûment. Sauf indication contraire de CAE, ces énoncés ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 11 novembre 2025. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs sont présentés dans le présent communiqué dans le but d'aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers attendus pour l'exercice 2026 et à mieux comprendre l'environnement dans lequel nous prévoyons exercer nos activités. Les lecteurs sont avisés que cette information peut ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, y compris l'évolution rapide du contexte commercial et des droits de douane, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à achever et à retirer de manière efficace les anciens contrats restants tout en gérant les risques qui y sont associés, notre capacité à défendre notre position dans le cadre du différend avec l'acheteur de la division CAE Santé, ainsi que la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'augmentation de notre participation dans SIMCOM Aviation Training dans les délais prévus. Le transport aérien

est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la croissance dans son principal marché de l'aviation civile. Les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, conséquemment, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient donc être inexacts. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent communiqué de presse, veuillez vous reporter à la section 11 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

Risques importants

Les risques importants, qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-tendus dans nos énoncés prospectifs, sont mentionnés dans le rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2025 et dans son rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Les lecteurs sont avisés que les risques énoncés pourraient avoir des effets nuisibles importants sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile et Défense et Sécurité), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

Les calculs des mesures non conformes aux IFRS et les rapprochements avec les mesures les plus directement comparables selon les IFRS sont également présentés ci-après à la section « *Calculs et rapprochements* » du présent communiqué.

Mesures du rendement

Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge bénéficiaire brute est une mesure financière supplémentaire qui correspond à la marge brute divisée par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Taux d'imposition effectif ajusté

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition sur le résultat et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous suivons l'évolution de cette mesure parce que nous estimons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net des activités poursuivies avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les dépenses en immobilisations incorporelles, exclusion faite des frais de développement inscrits à l'actif, les autres activités d'investissement sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit net tiré des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté

Le RCU ajusté est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, par le montant moyen du capital utilisé des activités poursuivies. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrites à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous utilisons le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dette nette

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique qu'elle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme totale, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA (ou le BAIIA ajusté) des douze derniers mois. Nous les utilisons parce qu'ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique. La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

Mesures de la croissance

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus, mais il exclut toute partie des commandes qui ont été directement sous-traitées à une filiale de CAE, lesquelles sont déjà prises en compte dans la détermination des commandes engagées;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

Calculs et rapprochements

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

(montants en millions)	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Trimestres clos les 30 septembre						
Résultat opérationnel	108,7 \$	94,7 \$	46,6 \$	23,4 \$	155,3 \$	118,1 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	21,2	—	9,7	—	30,9
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	108,7 \$	115,9 \$	46,6 \$	33,1 \$	155,3 \$	149,0 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

(montants en millions, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre	
	2025	2024
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	73,9 \$	52,5 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	—	23,7
Résultat net ajusté	73,9 \$	76,2 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	322,2	319,1
RPA ajusté	0,23 \$	0,24 \$

Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

	Trimestres clos les 30 septembre	
<i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)</i>	2025	2024
Résultat avant impôt sur le résultat	98,4 \$	65,2 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	30,9
Résultat avant impôt sur le résultat ajusté	98,4 \$	96,1 \$
Charge d'impôt sur le résultat	22,3 \$	10,4 \$
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	7,2
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	22,3 \$	17,6 \$
Taux d'imposition effectif	23 %	16 %
Taux d'imposition effectif ajusté	23 %	18 %

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 septembre	
<i>(montants en millions)</i>	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	186,1 \$	117,6 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	27,9	44,5
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	214,0 \$	162,1 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(13,8)	(20,6)
Dépenses en immobilisations incorporelles, exclusion faite des frais de développement inscrits à l'actif	(2,6)	(7,7)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	—	0,2
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(5,0)	0,3
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	13,9	6,8
Autres activités d'investissement	(5,5)	(1,1)
Flux de trésorerie disponibles	201,0 \$	140,0 \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

	Périodes de douze mois closes les 30 septembre	
(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)	2025	2024
Résultat opérationnel	791,6 \$	(184,7) \$
Dotation aux amortissements	444,5	388,4
BAIIA	1 236,1 \$	203,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	135,0
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Coûts liés à la transition de la haute direction	22,3	—
Profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM	(72,6)	—
Coûts liés aux questions concernant les actionnaires	10,6	—
Perte de valeur du goodwill	—	568,0
Perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers	—	35,7
BAIIA ajusté	1 196,4 \$	942,4 \$
Dette nette	3 186,5 \$	3 064,9 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	2,58	15,05
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	2,66	3,25

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

	Au 30 septembre 2025	Au 31 mars 2025
(montants en millions)		
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 040,7 \$	2 143,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(178,7)	(293,7)
Passifs courants	(2 445,2)	(2 686,5)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	291,4	399,0
Fonds de roulement hors trésorerie	(291,8) \$	(437,6) \$
Immobilisations corporelles	3 051,5	2 989,5
Immobilisations incorporelles	3 771,7	3 871,0
Autres actifs non courants	2 224,7	2 209,7
Autres passifs non courants	(409,6)	(479,9)
Capital utilisé	8 346,5 \$	8 152,7 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	291,4 \$	399,0 \$
Dette à long terme	3 073,8	3 071,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(178,7)	(293,7)
Dette nette	3 186,5 \$	3 176,7 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	5 078,7	4 891,5
Participations ne donnant pas le contrôle	81,3	84,5
Capital utilisé	8 346,5 \$	8 152,7 \$

Pour les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les IFRS les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la section 9 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 (intégré par renvoi dans le présent communiqué) qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

État consolidé du résultat net

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Produits des activités ordinaires	1 236,6 \$	1 136,6 \$	2 335,2 \$	2 209,1 \$
Coût des ventes	917,3	845,5	1 707,6	1 639,3
Marge brute	319,3 \$	291,1 \$	627,6 \$	569,8 \$
Frais de recherche et de développement	37,0	37,2	73,7	73,1
Frais de vente, généraux et d'administration	148,3	127,6	307,7	261,1
Autres (profits) et pertes	(5,4)	(2,7)	(5,4)	(3,6)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(15,9)	(20,0)	(37,5)	(44,0)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	30,9	—	56,5
Résultat opérationnel	155,3 \$	118,1 \$	289,1 \$	226,7 \$
Charges financières – montant net	56,9	52,9	111,5	102,4
Résultat avant impôt sur le résultat	98,4 \$	65,2 \$	177,6 \$	124,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat	22,3	10,4	41,3	18,7
Résultat net	76,1 \$	54,8 \$	136,3 \$	105,6 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	73,9 \$	52,5 \$	131,1 \$	100,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,2	2,3	5,2	4,8
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	0,23 \$	0,16 \$	0,41 \$	0,32 \$

État consolidé du résultat global

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Résultat net	76,1 \$	54,8 \$	136,3 \$	105,6 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	121,5 \$	15,4 \$	(97,3) \$	66,9 \$
(Perte) gain sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	(48,6)	24,4	64,3	5,3
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	(2,0)	—	(3,7)	(0,1)
(Perte) gain sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	(12,2)	5,7	6,6	(1,1)
Reclassement au résultat net de la perte sur les couvertures de flux de trésorerie	6,2	1,6	4,9	4,9
Impôt sur le résultat	2,0	(1,1)	(2,7)	(2,1)
	66,9 \$	46,0 \$	(27,9) \$	73,8 \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	27,3 \$	(56,5) \$	54,0 \$	(54,2) \$
Impôt sur le résultat	(7,2)	15,0	(14,3)	14,4
	20,1 \$	(41,5) \$	39,7 \$	(39,8) \$
Autres éléments du résultat global	87,0 \$	4,5 \$	11,8 \$	34,0 \$
Total du résultat global	163,1 \$	59,3 \$	148,1 \$	139,6 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	159,6 \$	56,9 \$	143,6 \$	134,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,5	2,4	4,5	5,4

État consolidé de la situation financière

(Non audité)

(montants en millions de dollars canadiens)

	30 septembre 2025	31 mars 2025
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	178,7 \$	293,7 \$
Créances clients	598,2	612,0
Actifs sur contrat	509,2	482,2
Stocks	586,9	595,0
Acomptes	75,0	78,2
Impôt sur le résultat à recouvrer	73,9	59,0
Actifs financiers dérivés	18,8	23,5
Total de l'actif courant	2 040,7 \$	2 143,6 \$
Immobilisations corporelles	3 051,5	2 989,5
Actifs au titre des droits d'utilisation	774,3	788,0
Immobilisations incorporelles	3 771,7	3 871,0
Investissement dans les participations mises en équivalence	576,2	559,1
Actifs au titre des avantages du personnel	28,2	11,6
Actifs d'impôt différé	159,3	191,8
Actifs financiers dérivés	1,3	1,4
Autres actifs non courants	685,4	657,8
Total de l'actif	11 088,6 \$	11 213,8 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 050,0 \$	1 190,8 \$
Provisions	24,1	34,5
Impôt sur le résultat à payer	21,6	18,4
Passifs sur contrat	1 033,8	1 001,6
Partie courante de la dette à long terme	291,4	399,0
Passifs financiers dérivés	24,3	42,2
Total du passif courant	2 445,2 \$	2 686,5 \$
Provisions	14,1	14,3
Dette à long terme	3 073,8	3 071,4
Obligations au titre des avantages du personnel	106,9	134,1
Passifs d'impôt différé	41,7	40,7
Passifs financiers dérivés	13,1	22,4
Autres passifs non courants	233,8	268,4
Total du passif	5 928,6 \$	6 237,8 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 347,1 \$	2 327,1 \$
Surplus d'apport	95,2	69,8
Cumul des autres éléments du résultat global	354,6	381,8
Résultats non distribués	2 281,8	2 112,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	5 078,7 \$	4 891,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	81,3	84,5
Total des capitaux propres	5 160,0 \$	4 976,0 \$
Total du passif et des capitaux propres	11 088,6 \$	11 213,8 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du		Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	résultat global	Résultats non distribués		
Solides au 31 mars 2025	320 265 108	2 327,1 \$	69,8 \$	381,8 \$	2 112,8 \$	4 891,5 \$	4 976,0 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	131,1 \$	131,1 \$	136,3 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(27,2)	39,7	12,5	11,8
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(27,2) \$	170,8 \$	143,6 \$	148,1 \$
Exercice d'options sur actions	566 866	20,5	(3,8)	—	—	16,7	16,7
Règlement des attributions réglées en instruments de propres	817	—	—	—	—	—	—
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(61 900)	(0,5)	—	—	(1,8)	(2,3)	(2,3)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres, après impôt	—	—	29,2	—	—	29,2	29,2
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	(7,7)	(7,7)
Solides au 30 septembre 2025	320 770 891	2 347,1 \$	95,2 \$	354,6 \$	2 281,8 \$	5 078,7 \$	5 160,0 \$

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
	Actions ordinaires			Cumul des autres éléments du		Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	résultat global	Résultats non distribués		
Solides au 31 mars 2024	318 312 233	2 252,9 \$	55,4 \$	154,0 \$	1 762,6 \$	4 224,9 \$	4 302,6 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	100,8 \$	100,8 \$	105,6 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	73,2	(39,8)	33,4	34,0
Total du résultat global	—	— \$	— \$	73,2 \$	61,0 \$	134,2 \$	139,6 \$
Exercice d'options sur actions	1 092 050	27,3	(3,5)	—	—	23,8	23,8
Règlement des attributions réglées en instruments de propres	42 086	1,2	(1,2)	—	—	—	—
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(856 230)	(6,1)	—	—	(15,2)	(21,3)	(21,3)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres, après impôt	—	—	20,6	—	—	20,6	20,6
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	(1,1)	(1,1)
Solides au 30 septembre 2024	318 590 139	2 275,3 \$	71,3 \$	227,2 \$	1 808,4 \$	4 382,2 \$	4 464,2 \$

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024
Activités opérationnelles		
Résultat net	136,3 \$	105,6 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	227,7	197,9
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(37,5)	(44,0)
Impôt sur le résultat différé	21,8	(8,0)
Crédits d'impôt à l'investissement	(10,2)	(8,7)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	26,0	20,6
Régimes de retraite à prestations définies	9,9	17,2
Autres passifs non courants	—	(4,7)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	4,3	(13,6)
Autres	(3,0)	(17,5)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(176,6)	(95,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	198,7 \$	149,2 \$
Activités d'investissement		
Dépenses en immobilisations corporelles	(194,5) \$	(149,6) \$
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	5,1	1,9
Dépenses en immobilisations incorporelles	(42,4)	(53,0)
(Paievements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(18,1)	0,4
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	34,0	17,3
Autres	(8,9)	(0,8)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(224,8) \$	(183,8) \$
Activités de financement		
Produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	70,4 \$	87,0 \$
Produit tiré de la dette à long terme	82,5	19,5
Remboursement sur la dette à long terme	(220,6)	(36,3)
Remboursement sur les obligations locatives	(33,5)	(27,7)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	16,7	23,8
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(2,3)	(21,3)
Autres	(1,3)	—
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(88,1) \$	45,0 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(0,8) \$	9,2 \$
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(115,0) \$	19,6 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	293,7	160,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	178,7 \$	179,7 \$

À PROPOS DE CAE

À CAE, nous existons pour rendre le monde plus sécuritaire. Nous offrons des solutions de pointe en matière de formation, de simulation et de soutien aux opérations critiques afin de préparer les professionnels de l'aviation et les forces de défense aux moments qui comptent le plus. Chaque jour, nous donnons aux pilotes, au personnel de cabine, aux techniciens de maintenance, aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires et au personnel de défense et de sécurité les moyens de donner le meilleur d'eux-mêmes, lorsque les enjeux sont les plus élevés. Regroupant environ 13 000 employés dans près de 240 établissements et centres de formation répartis dans plus de 40 pays, nous sommes présents partout où nos clients ont besoin de nous. Depuis près de 80 ans, CAE est à l'avant-garde de l'innovation, cherchant constamment à établir la norme en offrant l'excellence au niveau des simulateurs de vol haute fidélité et des solutions d'entraînement, tout en intégrant le développement durable au cœur de tout ce que nous faisons. En tirant parti de la technologie et en améliorant la performance humaine, nous nous efforçons d'être le partenaire de confiance pour faire progresser la sécurité et l'état de préparation aux missions, aujourd'hui et demain.

[Consultez notre Rapport annuel mondial d'activités et de développement durable pour l'exercice 2025](#)

Personnes-ressources

Médias :

Samantha Golinski, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, +1-438-805-5856, samantha.golinski@cae.com

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, +1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Table des matières

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
6	3. À propos de CAE
7	4. Variations du change
8	5. Résultats consolidés
13	6. Résultats par secteur
18	7. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
19	8. Situation financière consolidée
21	9. Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires
28	10. Contrôle interne à l'égard de l'information financière
29	11. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

30	État consolidé du résultat net
31	État consolidé du résultat global
32	État consolidé de la situation financière
33	État consolidé des variations des capitaux propres
34	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

35	Note 1 - Nature des activités et méthodes comptables significatives
35	Note 2 - Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
39	Note 3 - Facilités d'emprunt et charges financières – montant net
39	Note 4 - Capital-actions et résultat par action
40	Note 5 - Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
40	Note 6 - Juste valeur des instruments financiers

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 septembre 2025

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2026

(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU ajusté,
le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté et le ratio valeur comptable
des commandes/ventes)

	T2-2026	T2-2025	Variation en \$	Variation en %
Rendement				
Produits des activités ordinaires	1 236,6 \$	1 136,6 \$	100,0 \$	9 %
Résultat opérationnel	155,3 \$	118,1 \$	37,2 \$	31 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ¹⁾	155,3 \$	149,0 \$	6,3 \$	4 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	73,9 \$	52,5 \$	21,4 \$	41 %
Résultat de base et dilué par action (RPA)	0,23 \$	0,16 \$	0,07 \$	44 %
RPA ajusté ¹⁾	0,23 \$	0,24 \$	(0,01) \$	(4) %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	214,0 \$	162,1 \$	51,9 \$	32 %
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	201,0 \$	140,0 \$	61,0 \$	44 %
Liquidités et structure du capital				
Capital utilisé ¹⁾	8 346,5 \$	7 529,1 \$	817,4 \$	11 %
Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté ¹⁾	6,8 %	5,5 %		
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ¹⁾	2,66	3,25		
Croissance				
Prises de commandes ajustées ¹⁾	1 148,6 \$	2 955,3 \$	(1 806,7) \$	(61) %
Carnet de commandes ajusté ¹⁾	19 637,1 \$	18 041,2 \$	1 595,9 \$	9 %
Ratio valeur comptable des commandes/ventes ¹⁾	0,93	2,60		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes ¹⁾ pour les 12 derniers mois	1,21	1,57		

PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2026

	T2-2026	T2-2025	Variation en \$	Variation en %
Rendement				
Produits des activités ordinaires	2 335,2 \$	2 209,1 \$	126,1 \$	6 %
Résultat opérationnel	289,1 \$	226,7 \$	62,4 \$	28 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ¹⁾	303,1 \$	283,2 \$	19,9 \$	7 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	131,1 \$	100,8 \$	30,3 \$	30 %
RPA de base et dilué	0,41 \$	0,32 \$	0,09 \$	28 %
RPA ajusté ¹⁾	0,44 \$	0,45 \$	(0,01) \$	(2) %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	198,7 \$	149,2 \$	49,5 \$	33 %
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	164,8 \$	114,7 \$	50,1 \$	44 %

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport de gestion, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et la *Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2026* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2026;
- *Le dernier exercice*, *l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2025;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 11 novembre 2025. Il est destiné à améliorer la compréhension de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et des notes qui les complètent pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2025 et doit donc être lu conjointement avec le présent document et nos états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2025. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, nos résultats et notre situation financière au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les normes IFRS de comptabilité (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à notre rapport de gestion de l'exercice clos le 31 mars 2025, qui vous fournit un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction et présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre objectif, notre mission et notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Activités abandonnées;
- Risques et incertitudes liés à nos activités;
- Rémunération du personnel de direction clé;
- Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôle interne à l'égard de l'information financière;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration (le conseil).

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Mesures du rendement

- Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté;
- Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires);
- Taux d'imposition effectif ajusté;
- Résultat net ajusté;
- Résultat par action (RPA) ajusté;
- BAIIA et BAIIA ajusté;
- Flux de trésorerie disponibles.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

- Fonds de roulement hors trésorerie;
- Capital utilisé;
- Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté;
- Dette nette;
- Ratio de la dette nette sur les capitaux propres;
- Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté;
- Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance.

Mesures de la croissance

- Prises de commandes ajustées;
- Carnet de commandes ajusté;
- Ratio valeur comptable des commandes/ventes.

Les définitions de toutes les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la section 9.1 « *Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » du présent rapport de gestion afin de permettre au lecteur de mieux comprendre les indicateurs utilisés par la direction. En outre, le cas échéant, nous fournissons un rapprochement quantitatif des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières avec la mesure la plus directement comparable selon les IFRS. Veuillez vous reporter à la section 9.1 « *Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* » pour des renvois vers ces rapprochements.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport de gestion présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- S'il est probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions de développement durable, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, notre capacité à retirer les anciens contrats (tels que définis à la section 6.2 « *Défense et Sécurité* » du présent rapport de gestion) comme prévu et à gérer et atténuer les risques qui y sont associés, l'incidence du retrait des anciens contrats ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques. Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou au rendement futur et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de telles différences comprennent notamment les risques stratégiques, comme l'incertitude géopolitique, la conjoncture économique mondiale, la concurrence commerciale, l'empiètement des fabricants d'équipement d'origine (OEM), l'inflation, la portée internationale de nos activités, l'évolution des politiques commerciales américaines ou des règlements d'application en la matière, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les contraintes du secteur de l'aviation civile, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les activités de recherche et de développement (R-D), l'évolution des normes et l'innovation et la perturbation technologiques, la durée du cycle de vente, le développement des affaires et l'attribution de nouveaux contrats, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, notre capacité à gérer efficacement notre croissance, les estimations des occasions sur le marché et les priorités concurrentes; les risques opérationnels, comme les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la gestion et l'exécution de programmes, les fusions et acquisitions, la continuité des activités, les sous-traitants, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, notre dépendance continue à l'égard de certaines parties et informations, ainsi que la santé et la sécurité; les risques de cybersécurité; les risques liés aux talents, comme le recrutement, le perfectionnement et la rétention, la capacité d'attirer, de recruter et de retenir les membres du personnel et de la direction clés, la culture d'entreprise et les relations de travail; les risques financiers, comme l'activisme des actionnaires, la disponibilité du capital, le risque de crédit des clients, les variations du change, l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, le risque de liquidité, la volatilité des taux d'intérêt, le rendement du capital investi pour les actionnaires, les estimations comptables, le risque de dépréciation, la capitalisation des régimes de retraite, l'endettement, les coûts d'acquisition et d'intégration, les ventes d'actions ordinaires additionnelles, les cours du marché et la volatilité de nos actions ordinaires, le caractère saisonnier des activités, les questions fiscales et le carnet de commandes ajusté; les risques légaux et réglementaires, comme les droits en matière de données et la gouvernance des données, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la conformité avec les lois et règlements, les lacunes potentielles de la couverture d'assurance, les passifs liés aux produits, les lois et règlements sur l'environnement, les contrôles et enquêtes publics, la protection de nos droits de propriété intellectuelle et de notre marque, la propriété intellectuelle de tiers, le statut d'émetteur privé étranger, et l'exercice de recours en responsabilité civile à l'encontre de nos administrateurs et dirigeants; les risques liés au développement durable, comme les événements climatiques extrêmes et l'incidence des catastrophes naturelles ou autres (y compris les répercussions des changements climatiques), ainsi que les engagements et attentes en matière de développement durable; les risques d'atteinte à la réputation; et les risques technologiques, comme les technologies de l'information (TI) et la dépendance envers des tiers fournisseurs pour la gestion des systèmes et de l'infrastructure de technologie de l'information.

La liste qui précède n'est pas exhaustive, et d'autres facteurs inconnus ou imprévisibles pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur le rendement ou les résultats de CAE. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liés à nos activités sont présentées à la section 11 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion de l'exercice clos le 31 mars 2025. Les lecteurs sont avisés que l'un des risques énoncés pourrait avoir des effets nuisibles importants sur les énoncés prospectifs de CAE. Les lecteurs sont également avisés que les risques mentionnés plus haut et ailleurs dans le présent rapport de gestion ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont expressément visés par cette mise en garde.

De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent rapport de gestion. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés.

HYPOTHÈSES IMPORTANTES

Les énoncés prospectifs dans le présent rapport de gestion sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, y compris l'évolution rapide du contexte commercial et des droits de douane, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à achever et à retirer de manière efficace les anciens contrats restants tout en gérant les risques qui y sont associés, notre capacité à défendre notre position dans le cadre du différend avec l'acheteur de la division CAE Santé, ainsi que la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'augmentation de notre participation dans SIMCOM Aviation Training dans les délais prévus. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la croissance dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent rapport de gestion et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient se révéler inexacts. Pour de plus amples renseignements, y compris à l'égard des autres hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs formulés dans le présent rapport de gestion, veuillez vous reporter à la section 11 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion de l'exercice clos le 31 mars 2025.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

À CAE, nous existons pour rendre le monde plus sécuritaire. Nous offrons des solutions de pointe en matière de formation, de simulation et de soutien aux opérations critiques afin de préparer les professionnels de l'aviation et les forces de défense aux moments qui comptent le plus. Chaque jour, nous donnons aux pilotes, au personnel de cabine, aux techniciens de maintenance, aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires et au personnel de défense et de sécurité les moyens de donner le meilleur d'eux-mêmes, lorsque les enjeux sont les plus élevés. Regroupant environ 13 000 employés dans près de 240 établissements et centres de formation répartis dans plus de 40 pays, nous sommes présents partout où nos clients ont besoin de nous. Depuis près de 80 ans, CAE est à l'avant-garde de l'innovation, cherchant constamment à établir la norme en offrant l'excellence au niveau des simulateurs de vol haute fidélité et des solutions d'entraînement, tout en intégrant le développement durable au cœur de tout ce que nous faisons. En tirant parti de la technologie et en améliorant la performance humaine, nous nous efforçons d'être le partenaire de confiance pour faire progresser la sécurité et l'état de préparation aux missions, aujourd'hui et demain.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE), sous le symbole CAE.

3.2 Notre objectif, notre mission et notre vision

Nous existons pour rendre le monde plus sécuritaire.

Notre mission est d'offrir des solutions de pointe en matière de formation, de simulation et de soutien aux opérations critiques afin de préparer les professionnels de l'aviation et les forces de défense pour les moments qui comptent le plus.

Notre vision est d'être le partenaire de confiance pour faire progresser la sécurité et la préparation aux missions, en définissant la norme d'excellence en matière de formation et d'opérations critiques en exploitant la technologie et en améliorant les performances humaines.

3.3 Notre stratégie

Les quatre piliers stratégiques de CAE

Quatre piliers fondamentaux sous-tendent notre stratégie et notre stratégie d'investissement :

- Croissance efficace;
- Leadership technologique et commercial;
- Révolution au niveau de la formation et des opérations critiques;
- Compétences et culture.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section 3.3 « *Notre stratégie* » du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2025, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

3.4 Nos activités

Nous gérons nos activités en deux secteurs :

- Aviation civile – Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance, du personnel au sol et des contrôleurs aériens dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des solutions numériques axées sur les opérations aériennes. Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les fournisseurs de services de navigation aérienne, les organismes d'entretien, de réparation et de révision, et les entreprises spécialisées dans la location financement d'appareils;
- Défense et Sécurité – Nous sommes un fournisseur mondial de solutions d'entraînement et de simulation évolutives, peu importe la plateforme, qui rehaussent la préparation et la sécurité des forces armées. Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier.

Aucun changement important n'a été apporté à nos activités depuis la clôture de l'exercice 2025. Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section 3.4 « *Nos activités* » du rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2025, qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables aux deux principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes ajusté en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 septembre 2025	30 juin 2025	Augmentation / (diminution)	31 mars 2025	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,39	1,36	2 %	1,44	(3) %
Euro (€)	1,63	1,60	2 %	1,55	5 %

Nous avons utilisé les taux de change moyens trimestriels et semestriels présentés ci-dessous pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges pour les périodes indiquées :

	Trimestres clos les 30 septembre			Semestres clos les 30 septembre		
	2025	2024	Augmentation / (diminution)	2025	2024	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,38	1,36	1 %	1,38	1,37	1 %
Euro (€)	1,61	1,50	7 %	1,59	1,49	7 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 18,6 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 1,7 million \$ du résultat opérationnel sectoriel ajusté pour le trimestre par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2025. Pour le premier semestre de l'exercice 2026, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 36,9 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 4,4 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel ajusté par rapport au premier semestre de l'exercice 2025. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat opérationnel sectoriel ajusté libellés en monnaies étrangères de nos établissements à l'étranger pour le trimestre aux taux de change mensuels moyens du deuxième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé. Vous trouverez un complément d'information sur notre exposition aux monnaies étrangères et nos stratégies de couverture à la section 11 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

5. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

5.1 Résultat opérationnel – deuxième trimestre de l'exercice 2026

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T2-2026	T1-2026	T4-2025	T3-2025	T2-2025
Produits des activités ordinaires	1 236,6	1 098,6	1 275,4	1 223,4	1 136,6 \$
Coût des ventes	917,3	790,3	884,7	883,8	845,5 \$
Marge brute	319,3	308,3	390,7	339,6	291,1 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	25,8	28,1	30,6	27,8	25,6 %
Frais de recherche et de développement	37,0	36,7	21,4	28,7	37,2 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	148,3	159,4	164,1	140,2	127,6 \$
Autres (profits) et pertes	(5,4)	—	(9,6)	(0,1)	(2,7) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(15,9)	(21,6)	(25,1)	(19,2)	(20,0) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	—	—	—	30,9 \$
Profit sur la réévaluation d'une participation précédemment détenue	—	—	—	(72,6)	— \$
Résultat opérationnel	155,3	133,8	239,9	262,6	118,1 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	12,6	12,2	18,8	21,5	10,4 %
Charges financières – montant net	56,9	54,6	56,5	56,6	52,9 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	98,4	79,2	183,4	206,0	65,2 \$
Charge d'impôt sur le résultat	22,3	19,0	45,2	34,8	10,4 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition effectif)</i>	23	24	25	17	16 %
Résultat net	76,1	60,2	138,2	171,2	54,8 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	73,9	57,2	135,9	168,6	52,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,2	3,0	2,3	2,6	2,3 \$
	76,1	60,2	138,2	171,2	54,8 \$
RPA attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	0,23	0,18	0,42	0,53	0,16 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ¹⁾	155,3	147,8	258,8	190,0	149,0 \$
Résultat net ajusté ¹⁾	73,9	67,5	149,6	91,9	76,2 \$
RPA ajusté ¹⁾	0,23	0,21	0,47	0,29	0,24 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 236,6 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 100,0 millions \$, soit 9 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2025. Pour le premier semestre de l'exercice 2026, les produits des activités ordinaires se sont établis à 2 335,2 millions \$, en hausse de 126,1 millions \$, soit 6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation des produits des activités ordinaires sectoriels s'établit comme suit :

(montants en millions)					
Trimestres clos les 30 septembre		2025	2024	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile		670,0 \$	640,7 \$	29,3 \$	5 %
Défense et Sécurité		566,6	495,9	70,7	14 %
Produits des activités ordinaires		1 236,6 \$	1 136,6 \$	100,0 \$	9 %

Semestres clos les 30 septembre		2025	2024	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile		1 277,7 \$	1 228,3 \$	49,4 \$	4 %
Défense et Sécurité		1 057,5	980,8	76,7	8 %
Produits des activités ordinaires		2 335,2 \$	2 209,1 \$	126,1 \$	6 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

La marge brute s'est établie à 319,3 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 28,2 millions \$, soit 10 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2025. Pour le premier semestre de l'exercice 2026, la marge brute s'est établie à 627,6 millions \$, en hausse de 57,8 millions \$, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation de la marge brute sectorielle s'établit comme suit :

(montants en millions)					
Trimestres clos les 30 septembre		2025	2024	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile		198,6 \$	189,3 \$	9,3 \$	5 %
Défense et Sécurité		120,7	101,8	18,9	19 %
Marge brute		319,3 \$	291,1 \$	28,2 \$	10 %

Semestres clos les 30 septembre		2025	2024	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile		399,7 \$	377,0 \$	22,7 \$	6 %
Défense et Sécurité		227,9	192,8	35,1	18 %
Marge brute		627,6 \$	569,8 \$	57,8 \$	10 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

Le résultat opérationnel s'est établi à 155,3 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 37,2 millions \$, soit 31 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2025. Le résultat opérationnel de l'exercice précédent tenait compte de coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 30,9 millions \$. **Pour le premier semestre de l'exercice 2026, le résultat opérationnel s'est établi à 289,1 millions \$, en hausse de 62,4 millions \$, soit 28 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.** Le résultat opérationnel de l'exercice considéré inclut des coûts liés à la transition de la haute direction de 14,0 millions \$. Le résultat opérationnel de l'exercice précédent comprenait des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 56,5 millions \$. La variation du résultat opérationnel sectoriel s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i> <i>Trimestres clos les 30 septembre</i>	2025	2024	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	108,7 \$	94,7 \$	14,0 \$	15 %
Défense et Sécurité	46,6	23,4	23,2	99 %
Résultat opérationnel	155,3 \$	118,1 \$	37,2 \$	31 %

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2025	2024	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	208,1 \$	184,5 \$	23,6 \$	13 %
Défense et Sécurité	81,0	42,2	38,8	92 %
Résultat opérationnel	289,1 \$	226,7 \$	62,4 \$	28 %

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 155,3 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 6,3 millions \$, soit 4 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2025. Pour le premier semestre de l'exercice 2026, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 303,1 millions \$, en hausse de 19,9 millions \$, soit 7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

<i>(montants en millions)</i> <i>Trimestres clos les 30 septembre</i>	2025	2024	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	108,7 \$	115,9 \$	(7,2) \$	(6) %
Défense et Sécurité	46,6	33,1	13,5	41 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	155,3 \$	149,0 \$	6,3 \$	4 %

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2025	2024	Variation en \$	Variation en %
Aviation civile	216,3 \$	222,3 \$	(6,0) \$	(3) %
Défense et Sécurité	86,8	60,9	25,9	43 %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	303,1 \$	283,2 \$	19,9 \$	7 %

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « *Résultats par secteur* » du présent rapport de gestion.

Le montant net des charges financières s'est établi à 56,9 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 4,0 millions \$, soit 8 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2025. La hausse est essentiellement attribuable aux charges financières additionnelles liées aux emprunts pour le financement de la transaction visant SIMCOM au troisième trimestre de l'exercice précédent, ainsi qu'à l'augmentation des charges financières sur les obligations locatives en soutien aux expansions du réseau de formation. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des charges financières sur la dette à long terme découlant de la diminution du niveau des emprunts pour la période considérée, ce qui s'inscrit dans nos initiatives de désendettement continues.

Pour le premier semestre de l'exercice 2026, le montant net des charges financières s'est établi à 111,5 millions \$, en hausse de 9,1 millions \$, soit 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement attribuable aux charges financières additionnelles liées aux emprunts pour le financement de la transaction visant SIMCOM au troisième trimestre de l'exercice précédent, ainsi qu'à l'augmentation des charges financières sur les obligations locatives en soutien aux expansions du réseau de formation. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des charges financières sur la dette à long terme découlant de la diminution du niveau des emprunts pour la période considérée, ce qui s'inscrit dans nos initiatives de désendettement continues.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 22,3 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 23 %, par rapport à un taux d'imposition effectif de 16 % au deuxième trimestre de l'exercice 2025. Le taux d'imposition effectif ajusté sur notre résultat net ajusté a été de 23 % pour le trimestre, comparativement à 18 % au deuxième trimestre de l'exercice 2025. L'augmentation du taux d'imposition effectif ajusté traduit essentiellement la composition des revenus provenant de différents territoires.

Pour le premier semestre de l'exercice 2026, la charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 41,3 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 23 %, par rapport à un taux d'imposition effectif de 15 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté sur notre résultat net ajusté a été de 23 % pour le premier semestre de l'exercice 2026, comparativement à 18 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition effectif ajusté traduit essentiellement la composition des revenus provenant de différents territoires.

Le 4 juillet 2025, la loi de réconciliation intitulée *An Act to provide for reconciliation pursuant to title II of H. Con. Res 14* a été promulguée en tant que loi fédérale américaine. La loi de réconciliation aborde de nombreuses politiques de dépenses et apporte également plusieurs ajustements à la législation fiscale actuelle, notamment une augmentation du taux de l'impôt anti-abus contre l'érosion de l'assiette fiscale (*base erosion and anti-abuse tax*, ou BEAT) à compter de l'année civile 2026, le rétablissement de la déduction totale des frais de R-D qualifiés engagés aux États-Unis (*U.S. qualified R&D expenditures*) à compter de l'année civile 2025, le rétablissement permanent de la possibilité de déduire immédiatement les nouveaux investissements dans certains actifs amortissables qualifiés réalisés après le 19 janvier 2025 et la bonification de la limite de déduction pour les charges d'intérêts nettes à compter de l'année civile 2025. Cette loi n'a pas eu d'incidence importante sur notre charge d'impôt sur le résultat globale ni sur notre taux d'imposition effectif pour le trimestre considéré.

5.2 Coûts liés à la transition de la haute direction

En novembre 2024, la Société a annoncé son plan de relève pour le poste de chef de la direction, en vertu duquel Marc Parent, le chef de la direction en poste à ce moment, quitterait la Société le 13 août 2025, en marge de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires. Les conditions de départ du chef de la direction, arrêtées au quatrième trimestre de l'exercice 2025, comprenaient des clauses de non-concurrence et de non-sollicitation, ainsi que d'autres conditions généralement conformes au contrat d'emploi convenu auparavant, qui sont demeurées en vigueur jusqu'à la date du départ.

Le 2 juin 2025, nous avons annoncé qu'à l'issue d'un processus de sélection rigoureux à l'échelle mondiale, le conseil, à la recommandation du comité de recherche du chef de la direction de la Société, a nommé à l'unanimité Matthew Bromberg au poste de président et chef de la direction de CAE, avec prise d'effet le 13 août 2025. M. Bromberg s'est joint à CAE le 16 juin 2025 à titre de président et chef de la direction entrant, et a travaillé en étroite collaboration avec M. Parent tout au long de la transition afin d'assurer la continuité et un transfert en douceur des responsabilités de direction. Parallèlement à la nomination de M. Bromberg, et dans la foulée de leur élection lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de 2025, Calin Rovinescu est devenu président exécutif du conseil et Sophie Brochu est devenue administratrice principale indépendante.

Au premier trimestre de l'exercice 2026, la Société a engagé des coûts de 14,0 millions \$ liés à la transition de la haute direction, dont un montant de 11,4 millions \$ au titre des conditions de départ du chef de la direction, qui représentent des charges à payer qui n'ont pas encore été versées au chef de la direction en poste à ce moment, et d'autres coûts de 2,6 millions \$. Ces coûts sont comptabilisés dans les frais de vente, généraux et d'administration. La Société n'a pas engagé de coûts supplémentaires importants liés à la transition de la haute direction après la clôture du premier trimestre de l'exercice 2026.

5.3 Prises de commandes ajustées consolidées et carnet de commandes ajusté

(montants en millions)	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
Trimestres clos les 30 septembre	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Commandes engagées ¹⁾ en début de période	7 758,6 \$	6 344,7 \$	5 603,6 \$	3 378,0 \$	13 362,2 \$	9 722,7 \$
+ prises de commandes ajustées ¹⁾	592,8	693,3	555,8	2 262,0	1 148,6	2 955,3
- produits des activités ordinaires	(670,0)	(640,7)	(566,6)	(495,9)	(1 236,6)	(1 136,6)
+/- ajustements	130,6	(5,8)	39,7	(3,1)	170,3	(8,9)
Commandes engagées ¹⁾ en fin de période	7 812,0 \$	6 391,5 \$	5 632,5 \$	5 141,0 \$	13 444,5 \$	11 532,5 \$
Carnet de commandes des coentreprises ¹⁾ (exclusivement composé de commandes engagées)	665,1	271,6	3 532,8	3 980,9	4 197,9	4 252,5
Commandes non financées et options ¹⁾	—	—	1 994,7	2 256,2	1 994,7	2 256,2
Carnet de commandes ajusté ¹⁾	8 477,1 \$	6 663,1 \$	11 160,0 \$	11 378,1 \$	19 637,1 \$	18 041,2 \$

(montants en millions)	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
Semestres clos les 30 septembre	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Commandes engagées ¹⁾ en début de période	8 165,0 \$	6 107,5 \$	5 563,5 \$	3 407,8 \$	13 728,5 \$	9 515,3 \$
+ prises de commandes ajustées ¹⁾	1 104,2	1 463,8	1 167,2	2 683,5	2 271,4	4 147,3
- produits des activités ordinaires	(1 277,7)	(1 228,3)	(1 057,5)	(980,8)	(2 335,2)	(2 209,1)
+/- ajustements	(179,5)	48,5	(40,7)	30,5	(220,2)	79,0
Commandes engagées ¹⁾ en fin de période	7 812,0 \$	6 391,5 \$	5 632,5 \$	5 141,0 \$	13 444,5 \$	11 532,5 \$
Carnet de commandes des coentreprises ¹⁾ (exclusivement composé de commandes engagées)	665,1	271,6	3 532,8	3 980,9	4 197,9	4 252,5
Commandes non financées et options ¹⁾	—	—	1 994,7	2 256,2	1 994,7	2 256,2
Carnet de commandes ajusté ¹⁾	8 477,1 \$	6 663,1 \$	11 160,0 \$	11 378,1 \$	19 637,1 \$	18 041,2 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,93. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,21.

Vous trouverez un complément d'information à la section 6 « Résultats par secteur » du présent rapport de gestion.

6. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre deux secteurs :

- Aviation civile;
- Défense et Sécurité.

Lorsqu'il nous est possible de déterminer et d'évaluer l'emploi que chaque secteur opérationnel fait des actifs communs utilisés et des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux) communs encourus, nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires sectoriels et de notre résultat opérationnel sectoriel ajusté sont présentés en ordre de grandeur.

6.1 Aviation civile

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2026

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions)	T2-2026	T1-2026	T4-2025	T3-2025	T2-2025
Produits des activités ordinaires	670,0	607,7	728,4	752,6	640,7 \$
Marge brute	198,6	201,1	272,4	234,2	189,3 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	29,6	33,1	37,4	31,1	29,5 %
Résultat opérationnel	108,7	99,4	197,4	223,4	94,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ¹⁾	108,7	107,6	208,4	150,8	115,9 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	16,2	17,7	28,6	20,0	18,1 %
Dotations aux amortissements	86,7	86,9	84,3	80,1	74,7 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	48,3	62,9	62,6	58,4	37,0 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	15,9	17,7	13,9	12,8	17,2 \$
Capital utilisé ¹⁾	5 913,9	5 838,0	5 894,3	5 774,3	5 143,0 \$
Carnet de commandes ajusté ¹⁾	8 477,1	8 379,8	8 846,6	8 798,7	6 663,1 \$

Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	297	298	298	292	276
FFS dans le réseau de CAE	369	367	363	362	355
Taux d'utilisation	64	71	75	76	70 %
FFS livrés	12	8	15	20	18

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 670,0 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 29,3 millions \$, soit 5 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2025. L'augmentation découle surtout de la consolidation de SIMCOM dans nos résultats dans la foulée de l'augmentation de notre participation au troisième trimestre de l'exercice précédent, ainsi que de la hausse des produits tirés des ventes de simulateurs d'occasion dans notre réseau, essentiellement structurées en tant qu'accords de location-financement. La hausse a été neutralisée en partie par la baisse des produits tirés des ventes de simulateurs en raison de la diminution des livraisons, et par la baisse du taux d'utilisation découlant du recul de la demande de services de formation initiale dans les domaines de l'aviation d'affaires et de l'aviation commerciale.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 277,7 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice, en hausse de 49,4 millions \$, soit 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation découle surtout de la consolidation de SIMCOM dans nos résultats dans la foulée de l'augmentation de notre participation au troisième trimestre de l'exercice précédent, ainsi que de la hausse des produits tirés des ventes de simulateurs d'occasion dans notre réseau, essentiellement structurées en tant qu'accords de location-financement. La hausse a été neutralisée en partie par la baisse des produits tirés des ventes de simulateurs en raison de la diminution des livraisons et de la composition moins favorable de solutions de produits, ainsi que par la baisse du taux d'utilisation découlant du recul de la demande de services de formation initiale dans les domaines de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires.

La marge brute s'est établie à 198,6 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 9,3 millions \$, soit 5 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2025. L'augmentation découle surtout de la consolidation de SIMCOM dans nos résultats dans la foulée de l'augmentation de notre participation au troisième trimestre de l'exercice précédent, ainsi que de l'apport accru des ventes de simulateurs d'occasion dans notre réseau, essentiellement structurées en tant qu'accords de location-financement. L'augmentation a été annulée en partie par l'apport moindre des services de formation dans les domaines de l'aviation d'affaires et de l'aviation commerciale du fait de la diminution du taux d'utilisation découlant du recul de la demande de services de formation initiale et de l'augmentation de la dotation aux amortissements à la suite d'une période pluriannuelle de déploiement intensif afin de soutenir la croissance organique de nos centres de formation, ainsi que par l'apport moindre des ventes de simulateurs du fait de la baisse des livraisons.

La marge brute s'est établie à 399,7 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice, en hausse de 22,7 millions \$, soit 6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation découle surtout de la consolidation de SIMCOM dans nos résultats dans la foulée de l'augmentation de notre participation au troisième trimestre de l'exercice précédent, ainsi que de l'apport accru des ventes de simulateurs d'occasion dans notre réseau, essentiellement structurées en tant qu'accords de location-financement. L'augmentation a été annulée en partie par l'apport moindre des services de formation dans les domaines de l'aviation d'affaires et de l'aviation commerciale du fait de la diminution du taux d'utilisation découlant du recul de la demande de services de formation initiale et de l'augmentation de la dotation aux amortissements à la suite d'une période pluriannuelle de déploiement intensif afin de soutenir la croissance organique de nos centres de formation, ainsi que par l'apport moindre des ventes de simulateurs du fait de la baisse des livraisons.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 108,7 millions \$ pour le trimestre, en baisse de 7,2 millions \$, soit 6 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2025. La diminution s'explique essentiellement par l'apport moindre des services de formation dans les domaines de l'aviation d'affaires et de l'aviation commerciale du fait de la diminution du taux d'utilisation découlant du recul de la demande de services de formation initiale et de l'augmentation de la dotation aux amortissements à la suite d'une période pluriannuelle de déploiement intensif afin de soutenir la croissance organique de nos centres de formation, par l'apport moindre des ventes de simulateurs du fait de la baisse des livraisons, ainsi que par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration. La diminution a été neutralisée en partie par l'apport accru des ventes de simulateurs d'occasion dans notre réseau, essentiellement structurées en tant qu'accords de location-financement, et par la consolidation de SIMCOM dans nos résultats dans la foulée de l'augmentation de notre participation au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 216,3 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice, en baisse de 6,0 millions \$, soit 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'explique essentiellement par l'apport moindre des services de formation dans les domaines de l'aviation d'affaires et de l'aviation commerciale du fait de la diminution du taux d'utilisation découlant du recul de la demande de services de formation initiale et de l'augmentation de la dotation aux amortissements à la suite d'une période pluriannuelle de déploiement intensif afin de soutenir la croissance organique de nos centres de formation, par l'apport moindre des ventes de simulateurs du fait de la baisse des livraisons, ainsi que par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration. La diminution a été neutralisée en partie par la consolidation de SIMCOM dans nos résultats dans la foulée de l'augmentation de notre participation au troisième trimestre de l'exercice précédent et par l'apport accru des ventes de simulateurs d'occasion dans notre réseau, essentiellement structurées en tant qu'accords de location-financement.

Vous trouverez un complément d'information sur le rapprochement du résultat opérationnel et du résultat opérationnel sectoriel ajusté à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion.

Les dépenses en immobilisations corporelles se sont établies à 48,3 millions \$ pour le trimestre. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 38,7 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 9,6 millions \$.

Le capital utilisé a augmenté de 75,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent. La hausse s'explique en grande partie par l'incidence des variations du change, neutralisée en partie par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Carnet de commandes ajusté

(montants en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Commandes engagées ¹⁾ en début de période	7 758,6 \$	6 344,7 \$	8 165,0 \$	6 107,5 \$
+ prises de commandes ajustées ¹⁾	592,8	693,3	1 104,2	1 463,8
- produits des activités ordinaires	(670,0)	(640,7)	(1 277,7)	(1 228,3)
+/- ajustements	130,6	(5,8)	(179,5)	48,5
Commandes engagées ¹⁾ en fin de période	7 812,0 \$	6 391,5 \$	7 812,0 \$	6 391,5 \$
Carnet de commandes des coentreprises ¹⁾ (exclusivement composé de commandes engagées)	665,1	271,6	665,1	271,6
Carnet de commandes ajusté ¹⁾	8 477,1 \$	6 663,1 \$	8 477,1 \$	6 663,1 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Les prises de commandes ajustées comprennent des contrats portant sur la vente de 7 simulateurs de vol (FFS) au cours du trimestre, portant le total des prises de commandes à 12 FFS pour le premier semestre de l'exercice.

Pour le trimestre considéré, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,88 pour le trimestre. Ce ratio s'est établi à 1,22 pour les 12 derniers mois.

6.2 Défense et Sécurité

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2026

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions)	T2-2026	T1-2026	T4-2025	T3-2025	T2-2025
Produits des activités ordinaires	566,6	490,9	547,0	470,8	495,9 \$
Marge brute	120,7	107,2	118,3	105,4	101,8 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	21,3	21,8	21,6	22,4	20,5 %
Résultat opérationnel	46,6	34,4	42,5	39,2	23,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ¹⁾	46,6	40,2	50,4	39,2	33,1 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	8,2	8,2	9,2	8,3	6,7 %
Dotation aux amortissements	27,3	26,8	26,2	26,2	25,4 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	39,3	44,0	46,4	39,2	20,0 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles	4,1	4,7	3,7	4,5	7,2 \$
Capital utilisé ¹⁾	2 096,9	2 062,2	1 991,3	2 041,8	2 035,1 \$
Carnet de commandes ajusté ¹⁾	11 160,0	11 104,3	11 295,6	11 481,0	11 378,1 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 566,6 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 70,7 millions \$, soit 14 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2025. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits générés en Amérique du Nord du fait de l'activité accrue à l'égard des attributions de nouveaux programmes et de l'intensification de contrats récemment obtenus aux États-Unis et au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'achèvement de certains programmes à marge moins élevée aux États-Unis.

Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 1 057,5 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice, en hausse de 76,7 millions \$, soit 8 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits générés en Amérique du Nord du fait de l'activité accrue à l'égard des attributions de nouveaux programmes et de l'intensification de contrats récemment obtenus aux États-Unis et au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'achèvement de certains programmes à marge moins élevée aux États-Unis.

La marge brute s'est établie à 120,7 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 18,9 millions \$, soit 19 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2025. L'augmentation s'explique surtout par l'activité accrue à l'égard des attributions de nouveaux programmes à marge plus élevée et par l'intensification de contrats récemment obtenus aux États-Unis et au Canada, reflétant une combinaison plus favorable de contrats pour des produits.

La marge brute s'est établie à 227,9 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice, en hausse de 35,1 millions \$, soit 18 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique surtout par la rentabilité et l'activité accrues à l'égard des attributions de nouveaux programmes à marge plus élevée et par l'intensification de contrats récemment obtenus aux États-Unis et au Canada, reflétant une combinaison plus favorable de contrats pour des produits, ainsi que de gains d'efficacité opérationnelle découlant de l'achèvement de certains programmes à marge moins élevée aux États-Unis.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 46,6 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 13,5 millions \$, soit 41 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2025. L'augmentation s'explique essentiellement par l'activité accrue à l'égard des attributions de nouveaux programmes à marge plus élevée et par l'intensification de contrats récemment obtenus aux États-Unis et au Canada, reflétant une combinaison plus favorable de contrats pour des produits, facteurs neutralisés en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration.

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 86,8 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice, en hausse de 25,9 millions \$, soit 43 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la rentabilité et l'activité accrues à l'égard des attributions de nouveaux programmes à marge plus élevée et par l'intensification de contrats récemment obtenus aux États-Unis et au Canada, reflétant une combinaison plus favorable de contrats pour des produits, ainsi que par des gains d'efficacité opérationnelle découlant de l'achèvement de certains programmes à marge moins élevée aux États-Unis, facteurs neutralisés en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration.

Vous trouverez un complément d'information sur le rapprochement du résultat opérationnel et du résultat opérationnel sectoriel ajusté à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion.

Les dépenses en immobilisations corporelles se sont établies à 39,3 millions \$ pour le trimestre. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 35,1 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 4,2 millions \$.

Le capital utilisé a augmenté de 34,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent. La hausse s'explique en grande partie par l'incidence des variations du change, neutralisée en partie par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Renseignements supplémentaires concernant les contrats du secteur Défense et Sécurité

Au sein du secteur Défense et Sécurité, nous avons certains contrats à prix fixe qui offrent certains avantages et gains d'efficacité potentiels, mais peuvent également être marqués par l'évolution défavorable des conditions économiques, y compris les perturbations inattendues de la chaîne d'approvisionnement, les pressions inflationnistes, la disponibilité de la main-d'œuvre et les difficultés d'exécution. Ces risques peuvent entraîner des dépassements de coûts et une réduction des marges bénéficiaires ou des pertes. Bien que ces risques puissent souvent être gérés ou atténués, il y avait huit anciens contrats distincts qui ont été conclus avant la pandémie de COVID-19 ayant une structure de contrat à prix fixe, avec peu ou pas de disposition pour les hausses des coûts, et qui ont été plus lourdement touchés par ces risques (les « anciens contrats »). Bien qu'ils ne représentent qu'une petite partie des activités actuelles, ils ont eu un impact disproportionné sur la rentabilité globale du secteur Défense et Sécurité au cours des exercices précédents. Au 30 septembre 2025, nous avons achevé trois de ces anciens contrats, et l'incidence attendue de l'exécution continue des anciens contrats restants sur la rentabilité du secteur Défense et Sécurité est maintenant négligeable. La direction continue de suivre de près les anciens contrats restants en tant que groupe distinct et continuera de prendre les mesures qu'elle juge nécessaires pour réduire les pressions sur les coûts liés à ceux-ci dans l'avenir. Pour plus de détails sur les risques associés à la gestion et à l'exécution des programmes de CAE et à ses contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, veuillez vous reporter à la section 11 « *Risques et incertitudes liés à nos activités* » de notre rapport de gestion de l'exercice clos le 31 mars 2025.

Carnet de commandes ajusté

(montants en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Commandes engagées ¹⁾ en début de période	5 603,6 \$	3 378,0 \$	5 563,5 \$	3 407,8 \$
+ prises de commandes ajustées ¹⁾	555,8	2 262,0	1 167,2	2 683,5
- produits des activités ordinaires	(566,6)	(495,9)	(1 057,5)	(980,8)
+/- ajustements	39,7	(3,1)	(40,7)	30,5
Commandes engagées ¹⁾ en fin de période	5 632,5 \$	5 141,0 \$	5 632,5 \$	5 141,0 \$
Carnet de commandes des coentreprises ¹⁾ (exclusivement composé de commandes engagées)	3 532,8	3 980,9	3 532,8	3 980,9
Commandes non financées et options ¹⁾	1 994,7	2 256,2	1 994,7	2 256,2
Carnet de commandes ajusté ¹⁾	11 160,0 \$	11 378,1 \$	11 160,0 \$	11 378,1 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Pour le trimestre considéré, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,98 pour le trimestre. Ce ratio s'est établi à 1,19 pour les 12 derniers mois.

Au cours du trimestre, des commandes de 232,1 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 173,6 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

7. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étapes sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures attendues du marché du crédit.

7.1 Mouvements de trésorerie consolidés

(montants en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	186,1 \$	117,6 \$	375,3 \$	244,8 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	27,9	44,5	(176,6)	(95,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	214,0 \$	162,1 \$	198,7 \$	149,2 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ¹⁾	(13,8)	(20,6)	(40,9)	(40,5)
Dépenses en immobilisations incorporelles, exclusion faite des frais de développement inscrits à l'actif	(2,6)	(7,7)	(6,3)	(12,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	—	0,2	5,1	1,9
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	(5,0)	0,3	(18,1)	0,4
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	13,9	6,8	34,0	17,3
Autres activités d'investissement	(5,5)	(1,1)	(7,7)	(0,8)
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	201,0 \$	140,0 \$	164,8 \$	114,7 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ¹⁾	(73,8)	(36,4)	(153,6)	(109,1)
Frais de développement inscrits à l'actif	(17,4)	(16,7)	(36,1)	(40,2)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	6,7	2,6	16,7	23,8
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(2,3)	(9,6)	(2,3)	(21,3)
Autres mouvements de trésorerie – montant net	—	—	(2,5)	—
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	4,2	5,3	(0,8)	9,2
Variation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	118,4 \$	85,2 \$	(13,8) \$	(22,9) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont établis à 214,0 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 51,9 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2025. La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation du résultat net ajusté pour les éléments hors trésorerie, neutralisée en partie par l'apport moindre du fonds de roulement hors trésorerie.

Pour le premier semestre de l'exercice, les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont établis à 198,7 millions \$, soit 49,5 millions \$ de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation du résultat net ajusté pour les éléments hors trésorerie, neutralisée en partie par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie.

Les flux de trésorerie disponibles ont totalisé 201,0 millions \$ pour le trimestre, soit 61,0 millions \$ de plus qu'au deuxième trimestre de l'exercice 2025. La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation du résultat net ajusté pour les éléments hors trésorerie et par l'augmentation des dividendes reçus des participations mises en équivalence, facteurs neutralisés en partie par l'apport moindre du fonds de roulement hors trésorerie.

Pour le premier semestre de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 164,8 millions \$, soit 50,1 millions \$ de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation du résultat net ajusté pour les éléments hors trésorerie et par l'augmentation des dividendes reçus des participations mises en équivalence, facteurs neutralisés en partie par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie.

8. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

8.1 Capital utilisé consolidé

(montants en millions)	Au 30 septembre 2025	Au 30 juin 2025	Au 31 mars 2025
Utilisation du capital¹⁾ :			
Actif courant	2 040,7 \$	1 996,4 \$	2 143,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(178,7)	(171,2)	(293,7)
Passif courant	(2 445,2)	(2 306,5)	(2 686,5)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	291,4	250,2	399,0
Fonds de roulement hors trésorerie ¹⁾	(291,8) \$	(231,1) \$	(437,6) \$
Immobilisations corporelles	3 051,5	2 962,6	2 989,5
Immobilisations incorporelles	3 771,7	3 730,0	3 871,0
Autres actifs à long terme	2 224,7	2 189,7	2 209,7
Autres passifs à long terme	(409,6)	(424,0)	(479,9)
Capital utilisé ¹⁾	8 346,5 \$	8 227,2 \$	8 152,7 \$
Provenance du capital¹⁾ :			
Partie courante de la dette à long terme	291,4 \$	250,2 \$	399,0 \$
Dette à long terme	3 073,8	3 157,1	3 071,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(178,7)	(171,2)	(293,7)
Dette nette ¹⁾	3 186,5 \$	3 236,1 \$	3 176,7 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	5 078,7	4 907,8	4 891,5
Participations ne donnant pas le contrôle	81,3	83,3	84,5
Capital utilisé ¹⁾	8 346,5 \$	8 227,2 \$	8 152,7 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Le rendement du capital utilisé (RCU) ajusté s'est établi à 6,8 % pour le trimestre, par rapport à 5,5 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent et à 7,0 % pour le trimestre précédent.

Le fonds de roulement hors trésorerie a diminué de 60,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent. La baisse s'explique d'abord et avant tout par la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer de même que par la diminution des stocks, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des créances clients.

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 88,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent. L'augmentation s'explique en grande partie par l'incidence des variations du change.

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 41,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent. L'augmentation traduit essentiellement l'incidence des variations du change, neutralisée en partie par la dotation aux amortissements en sus des dépenses d'investissement en immobilisations.

Les autres actifs à long terme et les autres passifs à long terme sont demeurés relativement inchangés par rapport au trimestre précédent.

La dette totale a diminué de 42,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent. La diminution de la dette totale traduit essentiellement les remboursements nets d'emprunts, neutralisés en partie par l'incidence des variations du change.

Dette nette en baisse de 49,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

(montants en millions)	Trimestre clos le 30 septembre 2025	Semestre clos le 30 septembre 2025
Dette nette ¹⁾ en début de période	3 236,1 \$	3 176,7 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette		
(voir le tableau à la section 7.1 sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(118,4)	13,8
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	51,7	(57,6)
Ajouts et réévaluations d'obligations locatives	7,6	34,8
Autres	9,5	18,8
Variation de la dette nette pour la période	(49,6) \$	9,8 \$
Dette nette ¹⁾ en fin de période	3 186,5 \$	3 186,5 \$

Mesures de la liquidité	Au 30 septembre 2025	Au 30 septembre 2024
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ¹⁾	38,2 %	40,7 %
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ¹⁾	2,58	15,05
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ¹⁾	2,66	3,25

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Nous disposons d'une facilité de crédit renouvelable non garantie à taux variables engagée de 1,0 milliard \$ US, consentie par un consortium de prêteurs. En juin 2025, nous avons reporté de deux ans, soit jusqu'en juin 2030, la date d'échéance de cette facilité. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit. Nous gérons une facilité d'achat de créances non engagée d'un maximum de 400,0 millions \$ US, en vertu de laquelle nous vendons des droits dans certaines de nos créances clients à des tiers pour une contrepartie en trésorerie. Cette facilité est reconduite chaque année. Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le respect de clauses restrictives usuelles de nature financière. Au 30 septembre 2025, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Emprunts à terme

En mai 2025, nous avons remboursé par anticipation un emprunt à terme non garanti de 125,0 millions \$ US échéant en juillet 2025.

En juin 2025, nous avons reporté jusqu'en juin 2027 la date d'échéance de notre emprunt à terme consorsial de 200,0 millions \$ US, qui porte intérêt à taux variable.

En juin 2025, nous avons conclu un accord d'emprunt à terme non garanti d'un montant de 50,0 millions \$ US, lequel vient à échéance en juin 2027 et porte intérêt à taux variable. Le produit de cet emprunt à terme a été principalement utilisé pour rembourser d'autres dettes diverses portant intérêt à des taux plus élevés.

Notation de crédit

Au 30 septembre 2025, la notation de crédit accordée à CAE par S&P Global Ratings, qui est de BBB- avec perspective négative, n'avait pas changé.

Le total des capitaux propres a augmenté de 168,9 millions \$ pour le trimestre. L'augmentation des capitaux propres s'explique en grande partie par les variations des autres éléments du résultat global du fait de la variation du change et du résultat net dégagé pour le trimestre considéré.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 septembre 2025, nous avons au total 320 768 884 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions total de 2 347,1 millions \$. Nous avons également 4 023 029 options en circulation. Au 31 octobre 2025, nous avons un total de 321 548 127 actions ordinaires émises et en circulation, et 3 233 502 options étaient en circulation.

Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 6 juin 2025, nous avons annoncé le renouvellement de notre programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant l'achat, à des fins d'annulation, de jusqu'à 16 019 294 actions ordinaires. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités a débuté le 10 juin 2025 et se terminera le 9 juin 2026 ou à une date antérieure à laquelle la Société aura terminé ses achats ou choisi d'y mettre fin. Ces achats peuvent être effectués par l'entremise des installations de la TSX ou de la NYSE, ou de toute autre manière autorisée par les règles boursières et les lois sur les valeurs mobilières applicables, au cours du marché en vigueur au moment de l'acquisition, majoré des frais de courtage. Toutes les actions ordinaires achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2025, nous avons racheté et annulé un total de 61 900 actions ordinaires (2024 – 392 730) dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, au prix moyen pondéré de 36,76 \$ par action ordinaire (2024 – 24,43 \$), pour une contrepartie totale de 2,3 millions \$ (2024 – 9,6 millions \$). Au cours du semestre clos le 30 septembre 2025, nous avons racheté et annulé un total de 61 900 actions ordinaires (2024 – 856 230) dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, au prix moyen pondéré de 36,76 \$ par action ordinaire (2024 – 24,85 \$), pour une contrepartie totale de 2,3 millions \$ (2024 – 21,3 millions \$).

9. MESURES NON CONFORMES AUX IFRS, AUTRES MESURES FINANCIÈRES ET RENSEIGNEMENTS NON FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES

9.1 Définition des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Une mesure financière non conforme aux IFRS s'entend de toute mesure financière qui représente notre performance financière, notre situation financière ou nos flux de trésorerie, et qui exclut un montant qui entre dans la composition de la mesure financière la plus directement comparable présentée dans nos états financiers ou comprend un montant qui en est exclu.

Un ratio non conforme aux IFRS s'entend de toute mesure financière qui est exprimée sous forme de ratio, de fraction, de pourcentage ou de représentation similaire, qui a au moins une mesure financière non conforme aux IFRS comme l'une de ses composantes.

Un total des mesures sectorielles s'entend de toute mesure financière qui est un sous-total ou le total d'au moins deux secteurs à présenter et qui est présentée dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés, mais n'est pas présentée dans nos états financiers de base.

Une mesure de gestion du capital s'entend de toute mesure financière qui vise à permettre à une personne physique d'évaluer les objectifs, les procédures et les processus que nous avons adoptés pour gérer notre capital et qui est présentée dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés, mais n'est pas présentée dans nos états financiers de base.

Une mesure financière supplémentaire s'entend de toute mesure financière qui représente notre performance financière, notre situation financière ou nos flux de trésorerie historiques ou attendus, qui n'est pas présentée dans nos états financiers de base et qui ne s'inscrit pas dans l'une des catégories précitées.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile et Défense et Sécurité), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

MESURES DU RENDEMENT

Marge bénéficiaire brute (marge brute en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge bénéficiaire brute est une mesure financière supplémentaire qui correspond à la marge brute divisée par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du présent rapport de gestion et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrits à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Taux d'imposition effectif ajusté

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition sur le résultat et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour le calcul de cette mesure.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du présent rapport de gestion et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrits à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous suivons l'évolution de cette mesure parce que nous estimons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour le calcul de cette mesure.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net des activités poursuivies avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du présent rapport de gestion et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrits à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de ces mesures avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les dépenses en immobilisations incorporelles, exclusion faite des frais de développement inscrits à l'actif, les autres activités d'investissement sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit net tiré des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements. Veuillez vous reporter à la section 7.1 « *Mouvements de trésorerie consolidés* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

MESURES DE LA LIQUIDITÉ ET DE LA STRUCTURE DU CAPITAL

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (déduction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente). Veuillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation du capital :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt, des actifs au titre des avantages du personnel et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations au titre des redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Veuillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté

Le RCU ajusté est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, par le montant moyen du capital utilisé des activités poursuivies. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (décrits à la section 5.2 du présent rapport de gestion et à la section 5.6 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), du profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM (décrit à la note 7 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2025), des coûts liés aux questions concernant les actionnaires (décrits à la section 5.5 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2025), de la perte de valeur du goodwill (décrite à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers (décrite à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024). Nous utilisons le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dette nette

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Veuillez vous reporter à la section 8.1 « *Capital utilisé consolidé* » du présent rapport de gestion pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Ratio de la dette nette sur les capitaux propres

Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres est une mesure de gestion du capital qui correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette. Nous l'utilisons pour gérer notre structure de capital et pour surveiller nos priorités en matière d'allocation de capital.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA (ou le BAIIA ajusté) des douze derniers mois. Nous utilisons le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté parce qu'ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette. Veuillez vous reporter à la section 9.3 « *Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS* » du présent rapport de gestion pour un calcul de ces mesures.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

MESURES DE LA CROISSANCE

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus, mais il exclut toute partie des commandes qui ont été directement sous-traitées à une filiale de CAE, lesquelles sont déjà prises en compte dans la détermination des commandes engagées;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

9.2 Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de FFS qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Par exemple, dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des FFS dans ce centre. Lorsqu'un FFS est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte dans le NES qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

9.3 Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS**Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté**

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Résultat opérationnel	108,7 \$	94,7 \$	46,6 \$	23,4 \$	155,3 \$	118,1 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	21,2	—	9,7	—	30,9
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	108,7 \$	115,9 \$	46,6 \$	33,1 \$	155,3 \$	149,0 \$

<i>(montants en millions)</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Résultat opérationnel	208,1 \$	184,5 \$	81,0 \$	42,2 \$	289,1 \$	226,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	37,8	—	18,7	—	56,5
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :						
Coûts liés à la transition de la haute direction	8,2	—	5,8	—	14,0	—
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	216,3 \$	222,3 \$	86,8 \$	60,9 \$	303,1 \$	283,2 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	73,9 \$	52,5 \$	131,1 \$	100,8 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	—	23,7	—	43,2
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :				
Coûts liés à la transition de la haute direction, après impôt	—	—	10,3	—
Résultat net ajusté	73,9 \$	76,2 \$	141,4 \$	144,0 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	322,2	319,1	321,7	319,0
RPA ajusté	0,23 \$	0,24 \$	0,44 \$	0,45 \$

Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)	2025	2024	2025	2024
Résultat avant impôt sur le résultat	98,4 \$	65,2 \$	177,6 \$	124,3 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	30,9	—	56,5
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :				
Coûts liés à la transition de la haute direction	—	—	14,0	—
Résultat avant impôt sur le résultat ajusté	98,4 \$	96,1 \$	191,6 \$	180,8 \$
Charge d'impôt sur le résultat	22,3 \$	10,4 \$	41,3 \$	18,7 \$
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	7,2	—	13,3
Incidence fiscale sur les pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :				
Incidence fiscale sur les coûts liés à la transition de la haute direction	—	—	3,7	—
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	22,3 \$	17,6 \$	45,0 \$	32,0 \$
Taux d'imposition effectif	23 %	16 %	23 %	15 %
Taux d'imposition effectif ajusté	23 %	18 %	23 %	18 %

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

	Périodes de douze mois closes les 30 septembre	
(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)	2025	2024
Résultat opérationnel	791,6 \$	(184,7) \$
Dotation aux amortissements	444,5	388,4
BAIIA	1 236,1 \$	203,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	135,0
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :		
Coûts liés à la transition de la haute direction	22,3	—
Profit sur la réévaluation à la juste valeur de SIMCOM	(72,6)	—
Coûts liés aux questions concernant les actionnaires	10,6	—
Perte de valeur du goodwill	—	568,0
Perte de valeur de technologies et d'autres actifs non financiers	—	35,7
BAIIA ajusté	1 196,4 \$	942,4 \$
Dette nette	3 186,5 \$	3 064,9 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	2,58	15,05
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	2,66	3,25

10. CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Société a établi et maintient des contrôles et procédures de communication de l'information élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information significative sur la Société est communiquée au président et chef de la direction et au chef de la direction financière par intérim par d'autres membres du personnel, en particulier pendant la période au cours de laquelle les documents annuels et intermédiaires sont établis, et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société conformément aux lois sur les valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par ces lois et les règlements d'application connexes.

Au 30 septembre 2025, la direction a évalué, sous la supervision et avec la participation du président et chef de la direction et du chef de la direction financière par intérim, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, au sens du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Rule 13(a)-15(e) prise en application de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée, et elle en est arrivée à la conclusion que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces.

En outre, la Société a établi et maintient un contrôle interne à l'égard de l'information financière, au sens du Règlement 52-109 et de la Rule 13(a)-15(f) prise en application de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est un processus conçu sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière par intérim et mis en œuvre par la direction et d'autres membres clés du personnel de CAE, pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS publiées par l'IASB. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. Toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le degré de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

Il n'y a eu aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société survenue pendant le deuxième trimestre de l'exercice 2026 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

11. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action)	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2026					
Produits des activités ordinaires	1 098,6	1 236,6	—	—	2 335,2 \$
Résultat net	60,2	76,1	—	—	136,3 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	57,2	73,9	—	—	131,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	2,2	—	—	5,2 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,23	—	—	0,41 \$
RPA ajusté ¹⁾	0,21	0,23	—	—	0,44 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	320,4	320,7	—	—	320,6
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	321,1	322,2	—	—	321,7
Exercice 2025					
Produits des activités ordinaires	1 072,5	1 136,6	1 223,4	1 275,4	4 707,9 \$
Résultat net	50,8	54,8	171,2	138,2	415,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	48,3	52,5	168,6	135,9	405,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,5	2,3	2,6	2,3	9,7 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,15	0,16	0,53	0,42	1,27 \$
RPA ajusté ¹⁾	0,21	0,24	0,29	0,47	1,21 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	318,6	318,7	319,0	320,0	319,1
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,8	319,1	319,8	321,1	319,7
Exercice 2024					
Produits des activités ordinaires	1 012,0	1 050,0	1 094,5	1 126,3	4 282,8 \$
Résultat net	67,8	61,1	59,1	(484,3)	(296,3) \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	64,8	56,2	58,4	(504,7)	(325,3) \$
Activités abandonnées	0,5	2,2	(1,9)	20,5	21,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,5	2,7	2,6	(0,1)	7,7 \$
RPA de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,20	0,18	0,17	(1,52)	(0,95) \$
Activités poursuivies	0,20	0,17	0,18	(1,58)	(1,02) \$
Activités abandonnées	—	0,01	(0,01)	0,06	0,07 \$
RPA ajusté ¹⁾	0,24	0,26	0,24	0,12	0,87 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	318,0	318,2	318,3	318,3	318,2
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,8	319,2	319,1	318,3	318,2

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS, ratio non conforme aux IFRS, mesure de gestion du capital ou mesure financière supplémentaire. Veuillez vous reporter à la section 9 « Mesures non conformes aux IFRS, autres mesures financières et renseignements non financiers supplémentaires » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

État consolidé du résultat net

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
		2025	2024	2025	2024
Produits des activités ordinaires	2	1 236,6 \$	1 136,6 \$	2 335,2 \$	2 209,1 \$
Coût des ventes		917,3	845,5	1 707,6	1 639,3
Marge brute		319,3 \$	291,1 \$	627,6 \$	569,8 \$
Frais de recherche et de développement		37,0	37,2	73,7	73,1
Frais de vente, généraux et d'administration		148,3	127,6	307,7	261,1
Autres (profits) et pertes		(5,4)	(2,7)	(5,4)	(3,6)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	2	(15,9)	(20,0)	(37,5)	(44,0)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition		—	30,9	—	56,5
Résultat opérationnel		155,3 \$	118,1 \$	289,1 \$	226,7 \$
Charges financières – montant net	3	56,9	52,9	111,5	102,4
Résultat avant impôt sur le résultat		98,4 \$	65,2 \$	177,6 \$	124,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat		22,3	10,4	41,3	18,7
Résultat net		76,1 \$	54,8 \$	136,3 \$	105,6 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		73,9 \$	52,5 \$	131,1 \$	100,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		2,2	2,3	5,2	4,8
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	4	0,23 \$	0,16 \$	0,41 \$	0,32 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Résultat net	76,1 \$	54,8 \$	136,3 \$	105,6 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger	121,5 \$	15,4 \$	(97,3) \$	66,9 \$
(Perte) gain sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	(48,6)	24,4	64,3	5,3
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	(2,0)	—	(3,7)	(0,1)
(Perte) gain sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	(12,2)	5,7	6,6	(1,1)
Reclassement au résultat net de la perte sur les couvertures de flux de trésorerie	6,2	1,6	4,9	4,9
Impôt sur le résultat	2,0	(1,1)	(2,7)	(2,1)
	66,9 \$	46,0 \$	(27,9) \$	73,8 \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	27,3 \$	(56,5) \$	54,0 \$	(54,2) \$
Impôt sur le résultat	(7,2)	15,0	(14,3)	14,4
	20,1 \$	(41,5) \$	39,7 \$	(39,8) \$
Autres éléments du résultat global	87,0 \$	4,5 \$	11,8 \$	34,0 \$
Total du résultat global	163,1 \$	59,3 \$	148,1 \$	139,6 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	159,6 \$	56,9 \$	143,6 \$	134,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,5	2,4	4,5	5,4

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la situation financière

(Non audité)	30 septembre	31 mars
(montants en millions de dollars canadiens)	2025	2025
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	178,7 \$	293,7 \$
Créances clients	598,2	612,0
Actifs sur contrat	509,2	482,2
Stocks	586,9	595,0
Acomptes	75,0	78,2
Impôt sur le résultat à recouvrer	73,9	59,0
Actifs financiers dérivés	18,8	23,5
Total de l'actif courant	2 040,7 \$	2 143,6 \$
Immobilisations corporelles	3 051,5	2 989,5
Actifs au titre des droits d'utilisation	774,3	788,0
Immobilisations incorporelles	3 771,7	3 871,0
Investissement dans les participations mises en équivalence	576,2	559,1
Actifs au titre des avantages du personnel	28,2	11,6
Actifs d'impôt différé	159,3	191,8
Actifs financiers dérivés	1,3	1,4
Autres actifs non courants	685,4	657,8
Total de l'actif	11 088,6 \$	11 213,8 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 050,0 \$	1 190,8 \$
Provisions	24,1	34,5
Impôt sur le résultat à payer	21,6	18,4
Passifs sur contrat	1 033,8	1 001,6
Partie courante de la dette à long terme	291,4	399,0
Passifs financiers dérivés	24,3	42,2
Total du passif courant	2 445,2 \$	2 686,5 \$
Provisions	14,1	14,3
Dette à long terme	3 073,8	3 071,4
Obligations au titre des avantages du personnel	106,9	134,1
Passifs d'impôt différé	41,7	40,7
Passifs financiers dérivés	13,1	22,4
Autres passifs non courants	233,8	268,4
Total du passif	5 928,6 \$	6 237,8 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 347,1 \$	2 327,1 \$
Surplus d'apport	95,2	69,8
Cumul des autres éléments du résultat global	354,6	381,8
Résultats non distribués	2 281,8	2 112,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	5 078,7 \$	4 891,5 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	81,3	84,5
Total des capitaux propres	5 160,0 \$	4 976,0 \$
Total du passif et des capitaux propres	11 088,6 \$	11 213,8 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Cumul des autres			Total			
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	éléments du résultat global		Résultats non distribués		
Solides au 31 mars 2025		320 265 108	2 327,1 \$	69,8 \$	381,8 \$	2 112,8 \$	4 891,5 \$	84,5 \$	4 976,0 \$
Résultat net		—	— \$	— \$	— \$	131,1 \$	131,1 \$	5,2 \$	136,3 \$
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(27,2)	39,7	12,5	(0,7)	11,8
Total du résultat global		—	— \$	— \$	(27,2) \$	170,8 \$	143,6 \$	4,5 \$	148,1 \$
Exercice d'options sur actions		566 866	20,5	(3,8)	—	—	16,7	—	16,7
Règlement des attributions réglées en instruments de capitaux propres		817	—	—	—	—	—	—	—
Rachat et annulation d'actions ordinaires	4	(61 900)	(0,5)	—	—	(1,8)	(2,3)	—	(2,3)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres, après impôt		—	—	29,2	—	—	29,2	—	29,2
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	—	(7,7)	(7,7)
Solides au 30 septembre 2025		320 770 891	2 347,1 \$	95,2 \$	354,6 \$	2 281,8 \$	5 078,7 \$	81,3 \$	5 160,0 \$

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Cumul des autres			Total			
	Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	éléments du résultat global		Résultats non distribués		
Solides au 31 mars 2024		318 312 233	2 252,9 \$	55,4 \$	154,0 \$	1 762,6 \$	4 224,9 \$	77,7 \$	4 302,6 \$
Résultat net		—	— \$	— \$	— \$	100,8 \$	100,8 \$	4,8 \$	105,6 \$
Autres éléments du résultat global		—	—	—	73,2	(39,8)	33,4	0,6	34,0
Total du résultat global		—	— \$	— \$	73,2 \$	61,0 \$	134,2 \$	5,4 \$	139,6 \$
Exercice d'options sur actions		1 092 050	27,3	(3,5)	—	—	23,8	—	23,8
Règlement des attributions réglées en instruments de capitaux propres		42 086	1,2	(1,2)	—	—	—	—	—
Rachat et annulation d'actions ordinaires	4	(856 230)	(6,1)	—	—	(15,2)	(21,3)	—	(21,3)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres, après impôt		—	—	20,6	—	—	20,6	—	20,6
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	—	(1,1)	(1,1)
Solides au 30 septembre 2024		318 590 139	2 275,3 \$	71,3 \$	227,2 \$	1 808,4 \$	4 382,2 \$	82,0 \$	4 464,2 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)		Semestres clos les	
(montants en millions de dollars canadiens)		30 septembre	
	Notes	2025	2024
Activités opérationnelles			
Résultat net		136,3 \$	105,6 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements	2	227,7	197,9
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence		(37,5)	(44,0)
Impôt sur le résultat différé		21,8	(8,0)
Crédits d'impôt à l'investissement		(10,2)	(8,7)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres		26,0	20,6
Régimes de retraite à prestations définies		9,9	17,2
Autres passifs non courants		—	(4,7)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		4,3	(13,6)
Autres		(3,0)	(17,5)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	5	(176,6)	(95,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		198,7 \$	149,2 \$
Activités d'investissement			
Dépenses en immobilisations corporelles	2	(194,5) \$	(149,6) \$
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		5,1	1,9
Dépenses en immobilisations incorporelles	2	(42,4)	(53,0)
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence		(18,1)	0,4
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		34,0	17,3
Autres		(8,9)	(0,8)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(224,8) \$	(183,8) \$
Activités de financement			
Produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables		70,4 \$	87,0 \$
Produit tiré de la dette à long terme	3	82,5	19,5
Remboursement sur la dette à long terme	3	(220,6)	(36,3)
Remboursement sur les obligations locatives		(33,5)	(27,7)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires		16,7	23,8
Rachat et annulation d'actions ordinaires	4	(2,3)	(21,3)
Autres		(1,3)	—
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(88,1) \$	45,0 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		(0,8) \$	9,2 \$
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(115,0) \$	19,6 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		293,7	160,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		178,7 \$	179,7 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes annexes

(Non audité)

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 11 novembre 2025.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

Nature des activités

CAE existe pour rendre le monde plus sécuritaire. CAE offre des solutions de pointe en matière de formation, de simulation et de soutien aux opérations critiques afin de préparer les professionnels de l'aviation et les forces de défense pour les moments qui comptent le plus.

CAE inc. et ses filiales (CAE ou la Société) gèrent leurs activités en deux secteurs :

- (i) Aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance, du personnel au sol et des contrôleurs aériens dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage, ainsi que des solutions numériques pour les opérations aériennes;
- (ii) Défense et Sécurité – Un fournisseur mondial de solutions d'entraînement et de simulation évolutives, peu importe la plateforme, qui permettent et rehaussent la préparation et la sécurité des forces armées.

CAE inc. est constituée et établie au Canada et son siège social et sa principale place d'affaires sont situés au 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions ordinaires de CAE se négocient à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE).

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de la Société subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

L'entreprise, les produits des activités ordinaires et les flux de trésorerie de la Société sont tributaires de certaines tendances saisonnières. Dans le secteur de l'Aviation civile, le niveau de formation dispensé dépend de la disponibilité des pilotes à s'entraîner, qui tend à être inférieure au deuxième trimestre, ceux-ci effectuant plus d'heures de vol et consacrant moins de temps à la formation, entraînant ainsi une baisse des produits des activités ordinaires. Dans le secteur de la Défense et Sécurité, les produits des activités ordinaires et les encaissements ne sont pas aussi uniformes d'un trimestre à l'autre, les attributions de contrats et la disponibilité du financement étant touchées par les cycles budgétaires des clients.

Base d'établissement

Les méthodes comptables significatives appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, normes IFRS de comptabilité (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, *Information financière intermédiaire*, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

Les états financiers consolidés de CAE inc. sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la société mère.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés intermédiaires et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2025.

NOTE 2 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels principalement en fonction des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de deux secteurs : Aviation civile et Défense et Sécurité. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au principal décideur opérationnel.

La Société a décidé de ventiler les produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients par secteur d'activité, par produits et services et par secteur géographique, car elle estime que cette méthode décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits des activités ordinaires et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel sectoriel ajusté. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que des pertes de valeur et d'autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Il donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Pour le semestre clos le 30 septembre 2025, les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués des coûts liés à la transition de la haute direction (pris en compte dans les frais de vente, généraux et d'administration).

Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Lorsqu'il est possible de déterminer et d'évaluer l'emploi que chaque secteur opérationnel fait des actifs communs utilisés et des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux) communs encourus, la Société lui attribue la part qui correspond à cet emploi. Sinon, la Société fait une répartition au prorata du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

Les éléments déterminés inclus dans la mesure de rentabilité sectorielle s'établissent comme suit :

	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Produits des activités ordinaires externes	670,0 \$	640,7 \$	566,6 \$	495,9 \$	1 236,6 \$	1 136,6 \$
Dotation aux amortissements	86,7	74,7	27,3	25,4	114,0	100,1
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	9,9	15,8	6,0	4,2	15,9	20,0
Marge brute	198,6	189,3	120,7	101,8	319,3	291,1
Résultat opérationnel	108,7	94,7	46,6	23,4	155,3	118,1
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	108,7	115,9	46,6	33,1	155,3	149,0

	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Produits des activités ordinaires externes	1 277,7 \$	1 228,3 \$	1 057,5 \$	980,8 \$	2 335,2 \$	2 209,1 \$
Dotation aux amortissements	173,6	148,0	54,1	49,9	227,7	197,9
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	23,9	34,1	13,6	9,9	37,5	44,0
Marge brute	399,7	377,0	227,9	192,8	627,6	569,8
Résultat opérationnel	208,1	184,5	81,0	42,2	289,1	226,7
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	216,3	222,3	86,8	60,9	303,1	283,2

Le rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté s'établit comme suit :

	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>						
Résultat opérationnel	108,7 \$	94,7 \$	46,6 \$	23,4 \$	155,3 \$	118,1 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	21,2	—	9,7	—	30,9
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	108,7 \$	115,9 \$	46,6 \$	33,1 \$	155,3 \$	149,0 \$

	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
<i>Semestres clos les 30 septembre</i>						
Résultat opérationnel	208,1 \$	184,5 \$	81,0 \$	42,2 \$	289,1 \$	226,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	—	37,8	—	18,7	—	56,5
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers :						
Coûts liés à la transition de la haute direction	8,2	—	5,8	—	14,0	—
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	216,3 \$	222,3 \$	86,8 \$	60,9 \$	303,1 \$	283,2 \$

Les dépenses d'investissement en immobilisations par secteur, qui prennent la forme de dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles (excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises), s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Aviation civile	64,2 \$	54,2 \$	144,8 \$	148,6 \$
Défense et Sécurité	43,4	27,2	92,1	54,0
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	107,6 \$	81,4 \$	236,9 \$	202,6 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif et le passif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les créances clients, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les actifs au titre des droits d'utilisation, les immobilisations incorporelles, l'investissement dans les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs non courants. Le passif utilisé comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les passifs financiers dérivés et les autres passifs non courants.

Le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif s'établit comme suit :

	30 septembre 2025	31 mars 2025
Actif utilisé		
Aviation civile	7 203,1 \$	7 263,4 \$
Défense et Sécurité	3 043,7	3 000,6
Actif non inclus dans l'actif utilisé par secteur	841,8	949,8
Total de l'actif	11 088,6 \$	11 213,8 \$
Passif utilisé		
Aviation civile	1 289,2 \$	1 369,1 \$
Défense et Sécurité	946,8	1 009,3
Passif non inclus dans le passif utilisé par secteur	3 692,6	3 859,4
Total du passif	5 928,6 \$	6 237,8 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services s'établissent comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Produits	251,1 \$	252,4 \$	300,9 \$	208,0 \$	552,0 \$	460,4 \$
Formation, logiciels et services	418,9	388,3	265,7	287,9	684,6	676,2
Total des produits des activités ordinaires externes	670,0 \$	640,7 \$	566,6 \$	495,9 \$	1 236,6 \$	1 136,6 \$

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Produits	405,2 \$	430,7 \$	522,5 \$	441,5 \$	927,7 \$	872,2 \$
Formation, logiciels et services	872,5	797,6	535,0	539,3	1 407,5	1 336,9
Total des produits des activités ordinaires externes	1 277,7 \$	1 228,3 \$	1 057,5 \$	980,8 \$	2 335,2 \$	2 209,1 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les produits des activités ordinaires sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, autres que les instruments financiers, les actifs d'impôt différé et les actifs au titre des avantages du personnel, sont répartis entre les zones géographiques en fonction de l'emplacement des actifs, à l'exception du goodwill. Le goodwill est présenté par zone géographique en fonction de la répartition du prix d'acquisition connexe établie par la Société.

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Produits des activités ordinaires externes				
Canada	117,3 \$	108,2 \$	230,5 \$	211,5 \$
États-Unis	567,7	534,8	1 081,8	1 073,8
Royaume-Uni	57,1	71,3	121,2	139,5
Autres pays d'Amérique	32,5	48,0	60,0	74,6
Europe	201,0	152,1	343,6	302,6
Asie	214,0	194,2	405,7	327,7
Océanie et Afrique	47,0	28,0	92,4	79,4
	1 236,6 \$	1 136,6 \$	2 335,2 \$	2 209,1 \$

	30 septembre 2025	31 mars 2025
Actifs non courants autres que les instruments financiers, les actifs d'impôt différé et les actifs au titre des avantages du personnel		
Canada	1 544,5 \$	1 541,7 \$
États-Unis	4 415,6	4 534,7
Royaume-Uni	406,3	399,0
Autres pays d'Amérique	219,0	221,8
Europe	1 260,6	1 162,3
Asie	597,9	610,8
Océanie et Afrique	192,9	188,2
	8 636,8 \$	8 658,5 \$

NOTE 3 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les obligations locatives)	37,4 \$	38,8 \$	75,1 \$	75,8 \$
Obligations locatives	12,5	10,4	24,5	19,0
Autres	11,7	10,4	23,0	20,6
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(1,8)	(1,6)	(3,3)	(3,0)
Charges financières	59,8 \$	58,0 \$	119,3 \$	112,4 \$
Produits financiers :				
Prêts et investissement dans des contrats de location-financement	(2,4) \$	(3,5) \$	(5,7) \$	(6,9) \$
Autres	(0,5)	(1,6)	(2,1)	(3,1)
Produits financiers	(2,9) \$	(5,1) \$	(7,8) \$	(10,0) \$
Charges financières – montant net	56,9 \$	52,9 \$	111,5 \$	102,4 \$

Facilité de crédit renouvelable

En juin 2025, la Société a reporté de deux ans, soit jusqu'en juin 2030, la date d'échéance de sa facilité de crédit renouvelable non garantie de 1,0 milliard \$ US.

Emprunts à terme

En mai 2025, la Société a remboursé par anticipation un emprunt à terme non garanti de 125,0 millions \$ US échéant en juillet 2025.

En juin 2025, la Société a reporté jusqu'en juin 2027 la date d'échéance de son emprunt à terme consortial de 200,0 millions \$ US, qui porte intérêt à taux variable.

En juin 2025, la Société a conclu un accord d'emprunt à terme non garanti d'un montant de 50,0 millions \$ US, lequel vient à échéance en juin 2027 et porte intérêt à taux variable.

NOTE 4 – CAPITAL-ACTIONS ET RÉSULTAT PAR ACTION

Capital-actions

Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 6 juin 2025, la Société a annoncé le renouvellement du programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant l'achat, à des fins d'annulation, de jusqu'à 16 019 294 de ses actions ordinaires. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités a débuté le 10 juin 2025 et se terminera le 9 juin 2026 ou à une date antérieure à laquelle la Société aura terminé ses achats ou choisi d'y mettre fin. Ces achats peuvent être effectués par l'entremise des installations de la TSX ou de la NYSE, ou de toute autre manière autorisée par les règles boursières et les lois sur les valeurs mobilières applicables, au cours du marché en vigueur au moment de l'acquisition, majoré des frais de courtage. Toutes les actions ordinaires achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2025, la Société a racheté et annulé un total de 61 900 actions ordinaires (2024 - 392 730) dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, au prix moyen pondéré de 36,76 \$ par action ordinaire (2024 - 24,43 \$), pour une contrepartie totale de 2,3 millions \$ (2024 - 9,6 millions \$). Au cours du semestre clos le 30 septembre 2025, la Société a racheté et annulé un total de 61 900 actions ordinaires (2024 - 856 230) dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, au prix moyen pondéré de 36,76 \$ par action ordinaire (2024 - 24,85 \$), pour une contrepartie totale de 2,3 millions \$ (2024 - 21,3 millions \$).

Calcul du résultat par action

Les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	320 733 647	318 675 947	320 553 107	318 653 178
Effet dilutif des options sur actions et des autres paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	1 505 207	385 375	1 151 622	336 715
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	322 238 854	319 061 322	321 704 729	318 989 893

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, des options sur actions visant l'acquisition de nulles actions ordinaires (2024 - 4 250 579) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif. Pour le semestre clos le 30 septembre 2025, des options sur actions visant l'acquisition de 513 657 actions ordinaires (2024 – 3 498 598) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet anti-dilutif.

NOTE 5 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations du fonds de roulement hors trésorerie s'établissent comme suit :

	Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024
Créances clients	12,0 \$	67,3 \$
Actifs sur contrat	(28,6)	(4,4)
Stocks	5,6	(52,1)
Acomptes	(4,6)	(19,5)
Impôt sur le résultat	(15,5)	(38,1)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(157,8)	(106,1)
Provisions	(11,2)	4,3
Passifs sur contrat	23,5	53,0
	(176,6) \$	(95,6) \$

Information supplémentaire :

	Semestres clos les 30 septembre	
	2025	2024
Intérêts payés	106,5 \$	104,8 \$
Intérêts reçus	8,3	9,6
Impôt sur le résultat payé	27,6	58,8

NOTE 6 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des données de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- La juste valeur des placements en instruments de capitaux propres dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- La juste valeur de la dette à long terme, des obligations au titre des redevances et des autres passifs non courants est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés aux taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit :

		30 septembre 2025		31 mars 2025	
	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs (passifs) financiers évalués à la JVRN					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	178,7 \$	178,7 \$	293,7 \$	293,7 \$
Swaps sur actions	Niveau 2	7,9	7,9	13,0	13,0
Contrats de change à terme	Niveau 2	(7,3)	(7,3)	(6,4)	(6,4)
Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture					
Swaps de devises et de taux d'intérêts	Niveau 2	(6,3)	(6,3)	(14,4)	(14,4)
Contrats de change à terme	Niveau 2	(11,6)	(11,6)	(31,9)	(31,9)
Actifs (passifs) financiers évalués au coût amorti					
Créances clients ¹⁾	Niveau 2	536,3	536,3	567,7	567,7
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	151,0	147,0	142,0	135,8
Autres actifs non courants ²⁾	Niveau 2	89,9	89,9	79,5	79,5
Dettes fournisseurs et charges à payer ³⁾	Niveau 2	(809,1)	(809,1)	(914,4)	(914,4)
Total de la dette à long terme ⁴⁾	Niveau 2	(2 585,6)	(2 616,7)	(2 684,7)	(2 700,6)
Autres passifs non courants ⁵⁾	Niveau 2	(70,6)	(65,2)	(91,4)	(84,8)
Actifs financiers évalués à la JVAERG					
Placements en actions	Niveau 3	1,4	1,4	1,4	1,4
		(2 525,3) \$	(2 555,0) \$	(2 645,9) \$	(2 661,4) \$

¹⁾ Comprend les créances clients, les créances courues et d'autres montants à recevoir.

²⁾ Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.

³⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁴⁾ Compte non tenu des obligations locatives. La valeur comptable de la dette à long terme exclut les coûts de transaction.

⁵⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2025, il n'y a pas eu de changements importants dans les instruments financiers de niveau 3.

